



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 139 – 2^{ème} trimestre 2009

Conjoncture économique

Sommaire

Synthèse	3
Le contexte international et national	4
La conjoncture du deuxième trimestre à la Martinique	6
Annexes statistiques	14
Note méthodologique	15
Les secteurs d'activité	16
Vue d'ensemble des secteurs.....	17
Agriculture et élevage.....	18
Le secteur agroalimentaire.....	21
Les autres industries.....	23
Le secteur du bâtiment et des travaux publics.....	24
Le secteur du commerce.....	28
Le secteur des services aux entreprises.....	30
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme.....	31
Les entreprises	33
L'investissement des entreprises.....	34
Les conditions de financement offertes aux entreprises.....	34
La vulnérabilité des entreprises.....	35
Dernières données chiffrées.....	35
Les ménages	37
La consommation des ménages	38
L'investissement des ménages	38
La vulnérabilité des ménages.....	39
Dernières données chiffrées.....	39
Sélection d'indicateurs macroéconomiques	41
Le marché de l'emploi.....	42
L'inflation.....	42
Le commerce extérieur.....	43
Dernières données chiffrées.....	43
Liste des publications	45

Synthèse

Conjoncture économique

Conjoncture internationale du deuxième trimestre 2009

Atténuation de la récession sur l'ensemble des régions du monde

Les indicateurs mondiaux tendent à montrer une décélération de la récession au cours du second trimestre 2009, grâce notamment aux importantes mesures de relance prises au niveau mondial et à l'amélioration des conditions de financement de l'économie. Si les signes d'embellie sont perceptibles sur tous les continents, des incertitudes persistent sur les conditions d'une reprise durable.

Parallèlement, les tensions inflationnistes mondiales, enregistrées à la fin du 1^{er} trimestre 2009, ont diminué rapidement en raison de la faiblesse de l'économie mondiale, de l'augmentation des capacités inutilisées de production et d'effets de base négatifs provenant des hausses de prix des matières premières intervenues l'année dernière.

Les **Etats-Unis** ont enregistré leur quatrième trimestre consécutif de baisse de leur activité, mais cette fois l'ampleur a été nettement moindre : les premières estimations chiffrent une contraction de l'économie américaine de 1% au deuxième trimestre 2009 après une baisse de 6,4 % au premier trimestre en rythme annualisé¹. L'atténuation de la récession provient de la contribution positive du commerce extérieur² et de la dépense publique qui a été particulièrement vigoureuse ce trimestre (+5,6 %). Toutefois, les investissements se sont à nouveau repliés et la consommation des ménages, à la différence du premier trimestre, s'est à nouveau contractée, malgré les importantes mesures de soutien à la consommation d'automobiles, pénalisant la croissance de 0,9 point. Sur le marché du travail, les destructions d'emplois se sont poursuivies mais à des rythmes deux fois inférieurs à ceux observés durant la période de novembre à avril³. Pour autant, le taux de chômage a continué de croître et s'est établi à 9,5 % en juillet. Le niveau général des prix s'est réplié encore plus fortement qu'au premier trimestre (-1,4 % en juin), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie (-25,5 %). Cependant, hors prix alimentaires et énergie, le taux d'inflation était de 1,7 % en juin. Les taux d'intérêt directeurs sont restés inchangés dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Le **Japon** est sorti de la récession avec une croissance positive au second trimestre 2009 à 0,9 % en rythme trimestriel, après quatre trimestres consécutifs de baisse (-3,1 % au 1^{er} trimestre 2009). L'archipel a bénéficié des effets du plan de relance du gouvernement sur la demande interne, par le biais notamment d'aides à l'achat de véhicules propres, permettant une légère reprise de la consommation des ménages (0,8 %), mais surtout en raison de la forte hausse de l'investissement public (+8,1 %) qui est venue atténuer les effets de la chute de l'investissement des entreprises. En outre, les exportations japonaises ont de nouveau augmenté (+6,3 %, après -22,5 % au 1^{er} trimestre) sous l'effet de la reprise de la croissance chinoise et des plans de relance d'autres pays, bénéficiant en particulier au secteur de l'électronique grand public. L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -1,8 % en juin, après -0,3 % en mars). Cependant, le nombre de chômeurs a bondi de plus de 30 % sur un an et le taux de chômage a atteint 5,2 % en mai. Dans ce contexte, la Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni**, à l'instar des Etats-Unis, a affiché une baisse de son PIB pour le quatrième trimestre consécutif mais à un rythme beaucoup plus lent (-0,8 %, après -2,4 % au premier trimestre⁴). L'inflation a continué de ralentir et passe en dessous de la barre des 2 % (1,8 % en juin). La Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 0,5 % et a procédé à l'achat d'actifs pour un montant de 125 milliards de livres sterling.

La **zone euro** a continué à connaître un rythme de croissance négatif mais l'ampleur de ce dernier s'est nettement atténuée au cours du second trimestre 2009, avec un repli de seulement 0,1 % (après -2,5 % au 1^{er} trimestre 2009). Cette décélération est due aux performances satisfaisantes des deux économies principales de la zone euro, l'Allemagne et la France, qui ont toutes deux affiché une croissance de +0,3 % en rythme trimestriel. Les taux annuels d'inflation ont diminué en juin et juillet (respectivement de -0,1 et -0,7 %), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ; mais, si l'on exclut ces éléments volatils, les rythmes d'inflation demeurent orientés à la hausse (1,2 % sur un an en juillet). Sur le marché du travail, le taux de chômage des pays de la zone a continué de croître (il atteint 9,4 % de la population active en juin 2009, contre 7,5 % un an auparavant). Enfin, la BCE a laissé inchangé ses taux directeurs, le taux de l'opération principale de refinancement restant fixé à 1 %, son niveau depuis le 7 mai 2009.

La croissance du PIB trimestriel de la **France** redevient positive au second trimestre 2009 (+0,3 %) après quatre trimestres consécutifs de baisse. Ce résultat satisfaisant, inattendu après un premier trimestre en repli de 1,3 %, résulte de la conjonction de deux facteurs : d'une part, la consommation des ménages a continué de se maintenir à un rythme positif et s'est même légèrement accélérée, sous l'effet notamment de la désinflation et des primes à la casse, et, d'autre part, le solde extérieur a contribué fortement à la croissance (+0,9 point) grâce au retour à la hausse des exportations (1 % après -7,1 % au 1^{er} trimestre) et à un nouveau repli des importations. Le redressement de l'industrie

¹ Soit en rythme trimestriel un recul de 0,3 % au second trimestre, après -1,6 % au premier trimestre 2009.

² Cependant, la contribution des échanges est positive à cause de la chute des imports, et d'une moindre baisse des exports par rapport aux trimestres précédents.

³ Les pertes d'emplois étaient de -331 000 emplois en moyenne par mois de mai à juillet contre -645 000 par mois pour la période novembre à avril.

⁴ Chiffre révisé par rapport à la précédente estimation d'une contraction de 1,9 %.

Conjoncture économique

manufacturière, et notamment le secteur automobile⁵, a permis un rebond de la production de biens et services. L'investissement des entreprises a continué d'être en repli (-1 %) mais dans une moindre mesure qu'au premier trimestre (-2,6 %) et les variations de stocks ont continué d'impacter négativement la croissance (pour -0,6 point). Cependant la hausse du chômage, qui s'est confirmée au second trimestre (avec un taux de chômage de 9,4 % en juin), devrait peser sur l'activité. S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation en glissement annuel a été négative pour les mois de mai à juillet (-0,7 % en juillet) en raison des baisses des prix des produits frais et surtout des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente a évolué à la hausse (+2,2 % en juillet après 1,6 % en avril), du fait notamment de l'augmentation saisonnière du prix des services, la baisse du taux de TVA dans les cafés/restaurants n'ayant eu qu'une faible répercussion à la baisse sur les prix.

Enfin, la croissance économique dans les **économies émergentes** a évolué de façon disparate. Dans les principaux pays d'Amérique latine, la contraction de l'activité s'est poursuivie mais à des rythmes relativement faibles, tandis que certains pays d'Asie ont continué d'afficher des croissances positives. Le Mexique, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, s'est toutefois enfoncé davantage dans la récession, notamment en raison de l'effondrement de ses échanges avec les Etats-Unis, des effets négatifs de la pandémie de la grippe A sur le secteur des services et de la fermeture de plusieurs usines d'automobiles. La Chine, pour sa part, a de nouveau enregistré une hausse de son PIB (7,9 % après 6,1 % au premier trimestre en rythme annuel⁶), soutenu notamment par la forte hausse de l'investissement public dans les infrastructures. Enfin, les taux d'inflation sont restés négatifs en Chine (-1,7 % en juin en glissement annuel) et ont commencé à légèrement se détendre en Amérique latine (autour de 5 %).

⁵ Le secteur automobile français a au cours du 2nd trimestre bénéficié des mesures des plans de relance français mais également allemands (primes à la casse), contribuant ainsi au redressement de la production industrielle et des exportations.

⁶ Soit en rythme trimestriel, une croissance de 1,7 % au 2nd trimestre après 1,5 % au 1^{er} trimestre 2009.

Conjoncture économique

La conjoncture du deuxième trimestre 2009 à la Martinique

A fin juin 2009, la conjoncture économique martiniquaise s'inscrit dans un contexte global peu favorable (répercussions de la crise financière internationale, attentisme autour de la Lodéom, interrogations statutaires) et subit les suites du mouvement social de février-mars 2009. Si certains secteurs – le commerce notamment – enregistrent une moindre dégradation de leur courant d'affaires après l'interruption du premier trimestre, l'ensemble des dirigeants d'entreprise interrogés par l'IEDOM exprime des opinions pessimistes concernant l'évolution de leur activité. L'activité du BTP, secteur clef de l'économie, reste déprimée.

La consommation des ménages demeure atone, alors que le marché de l'emploi se tend de nouveau. Les entreprises comme les ménages sortent fragilisés d'une période difficile qui impacte défavorablement les anticipations : leur situation financière se fragilise un peu plus, les indicateurs de vulnérabilité se dégradent et l'investissement marque le pas.

Le mouvement de baisse des prix semble s'être interrompu.

L'enquête d'opinion de l'Iedom auprès des chefs d'entreprise

Au deuxième trimestre 2009, la sortie de crise ne débouche pas sur une reprise convaincante

A fin juin 2009, l'enquête trimestrielle de conjoncture économique révèle une moindre dégradation du courant d'affaires des entreprises mais l'activité demeure atone dans l'ensemble des secteurs à l'exception de l'industrie agro-alimentaire.

La stabilisation des charges d'exploitation a permis une moindre dégradation de la trésorerie. Les effectifs sont mal orientés pour le quatrième trimestre consécutif. Les prévisions d'investissements sont toujours très négatives en raison d'une perte de confiance et d'un climat d'incertitude.

Les indicateurs macroéconomiques

Inflation

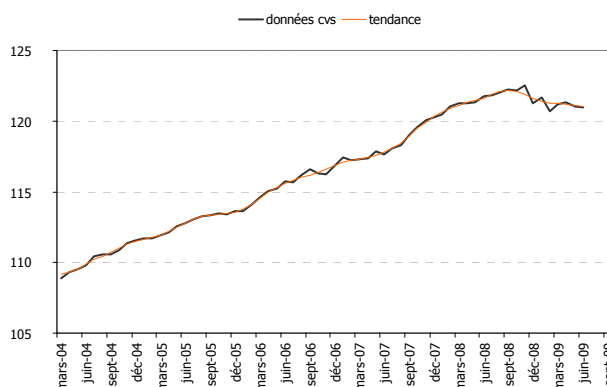
Relative stabilité des prix au deuxième trimestre 2009

A la fin du deuxième trimestre 2009, l'indice des prix à la consommation enregistre un recul de 0,7% en glissement annuel.

Cette évolution résulte de tendances contrastées. Les tarifs des services augmentent de 1,5% sur un an, tandis que ceux de l'énergie s'inscrivent en recul de 17,4% sur la même période. Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés sont pratiquement stables sur 12 mois.

Indice des prix à la consommation

(base 1998)



Source : Insee, données mensuelles

Conjoncture économique

Commerce extérieur

Manque de vigueur des échanges commerciaux au deuxième trimestre 2009

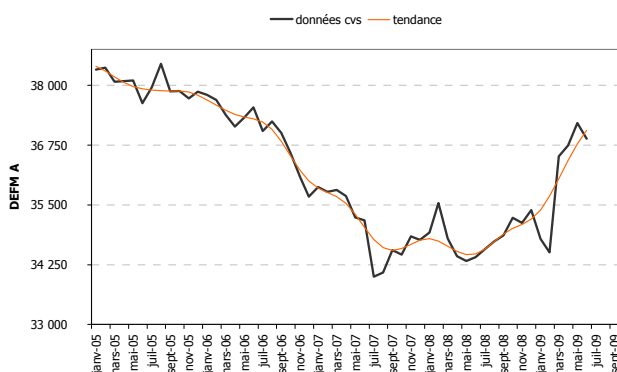
A fin juin, les importations accusaient un recul de 28,4% en cumul depuis le début de l'année pour atteindre 941,1 millions d'euros, tandis que les exportations s'inscrivaient elles aussi en baisse (-35,3% sur la même période) et ne s'élevaient qu'à 118,2 millions d'euros. Au total, le taux de couverture des importations par les exportations au second trimestre s'établit à 12,7 % contre 13,9 % un an plus tôt.

L'évolution des exportations est essentiellement due à la forte diminution des expéditions de produits agricoles. Ces dernières, qui ne représentent que 4,4% des exportations globales contre 34,3% à la même période en 2008, chutent de 93,5%⁷. Les importations accusent une baisse généralisée sur la période due à l'atonie de la conjoncture ; les importations de produits de l'industrie automobile chutent notamment de 50,3%.

Emploi

Nouvelle détérioration du marché de l'emploi

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : DTEFP, données mensuelles

Le marché de l'emploi s'est à nouveau dégradé à fin juin 2009. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFMA) s'est élevé à 36 691, soit une croissance trimestrielle de 1% (+9 % sur un an). L'indicateur de chômage s'établit à 22,1% contre 20,3% en juin 2008.

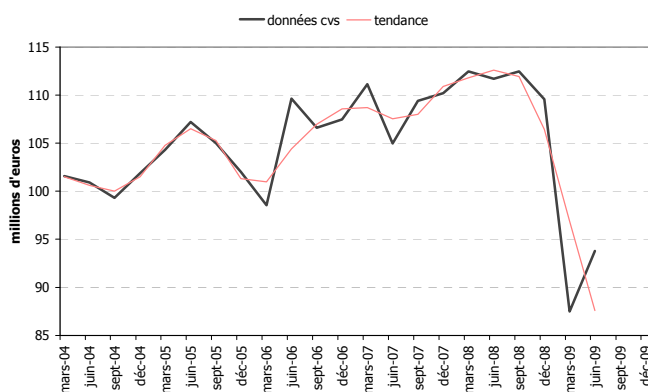
Les indicateurs d'indemnisation du chômage suggèrent une tendance similaire. Ainsi, 19 327 allocataires des Assedic sont recensés à fin juin 2009, en augmentation trimestrielle de 6% en données cvt.

Le nombre de bénéficiaires du RMI atteint 27 007, en hausse trimestrielle de 38,7% en données cvt. Cette évolution est à relativiser puisqu'au trimestre précédent la collecte des justificatifs de ressource a été compromise, diminuant mécaniquement le nombre de personnes inscrites dans les fichiers relatifs au RMI.

Consommation

Une consommation des ménages encore peu dynamique ...

Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



Source : Douanes, données trimestrielles

Au deuxième trimestre 2009, les importations de biens de consommation s'élèvent à 93,8 millions d'euros, en données cvt (+ 7,2% par rapport au trimestre précédent).

De même, le chiffre d'affaires des huit hypermarchés de l'île s'est accru de 56,8% en données cvt sur le trimestre. Pour mémoire, l'ensemble de ces établissements avait fermé durant le mouvement social de février-mars 2009. Les immatriculations de véhicules particuliers neufs connaissent une évolution similaire.

⁷ Cette chute est toutefois à relativiser par rapport au pic de production (post Dean) de la filière banane en avril 2008 qui a permis le plus gros affrètement historique de bananes vers l'Europe.

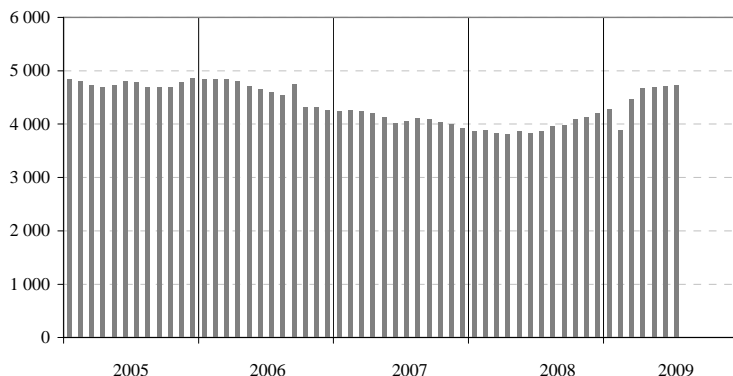
Conjoncture économique

Cependant, l'examen des tendances annuelles montre une orientation différente. Ainsi, les importations de biens de consommation sont en recul de 22,2% sur un an, en données cvs. Le chiffre d'affaires de la grande distribution diminue de 15,6% en données cumulées sur un an à fin juin 2009, tandis que sur la même période, les immatriculations de véhicules particuliers neufs baissent de 17,5% en données cumulées.

Au total, la consommation des ménages semble avoir enregistré une légère amélioration après un premier trimestre en net repli, mais elle reste à un niveau bien inférieur à celui de l'année précédente.

... alors que la vulnérabilité financière des ménages s'accroît

Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France

Au deuxième trimestre 2009, les indicateurs de **vulnérabilité** des ménages se sont dégradés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèque a augmenté de 4,1% sur un an, tandis que le nombre de retraits de carte bancaire enregistre une hausse annuelle de 23%.

Par ailleurs, le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire s'est élevé à 18 716 à fin juin 2009, en augmentation annuelle de 3,2%.

Le nombre de dépôts de dossiers au **Secrétariat de la Commission de Surendettement** affiche un recul de 15% en glissement annuel pour atteindre 159 à fin juin 2009. Pour mémoire, les dépôts de dossiers n'avaient pas pu s'effectuer dans des conditions normales au premier trimestre du fait du mouvement social.

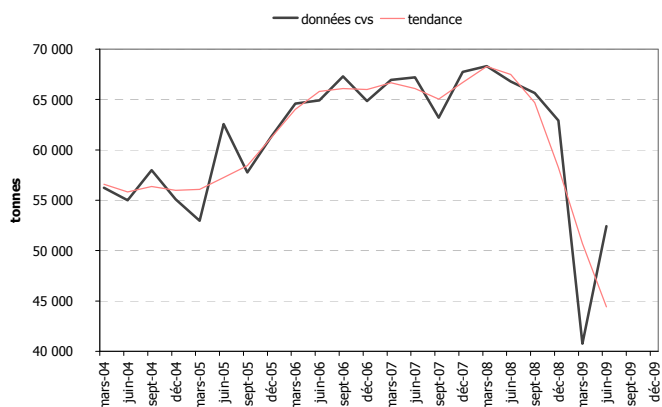
Investissement

Les ménages reportent leurs décisions d'investissement

L'investissement des ménages a marqué le pas au premier semestre de l'année 2009. Si de nouvelles constructions individuelles arrivent sur le marché (les attestations de conformité correspondantes augmentent de 6,4% en données cumulées sur un an), les perspectives sont cependant moroses, le logement collectif recule.

La chute des ventes de ciment signale une atonie dans le secteur de la construction. Les ventes en sacs, d'ordinaire consacrées à la construction individuelle, reculent de 18,7% sur un an à fin juin 2009, tandis que les ventes globales de ciment sont en recul de 30,7% sur la période.

Ventes de ciment



Source : Lafarge Ciments Antillais, données trimestrielles

Parallèlement, l'encours des crédits à l'habitat des ménages ralentit sa progression (+0,5 % au deuxième trimestre) et atteint 1 833,6 millions d'euros.

Conjoncture économique

Attentisme des entreprises en matière d'investissement...

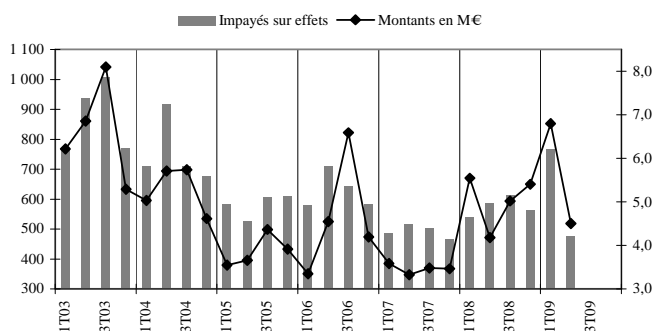
Au deuxième trimestre, les **importations de biens d'équipement** enregistrent un recul annuel de 26,1% en valeur et en données cvs. A l'inverse, après la fermeture des concessions au premier trimestre, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs repartent à la hausse (+43,2% en données cvs entre mars et juin 2009) ; pour autant, la tendance annuelle indique une chute des ventes (-16,1% sur un an). Enfin, l'encours de crédit à l'équipement des sociétés non financières s'établit à 1 484,1 millions d'euros à fin juin 2009, en faible progression trimestrielle (+0,2%).

... et fragilisation de leur situation financière.

Les **indicateurs de vulnérabilité** suggèrent une nouvelle fragilisation de la situation financière des entreprises au deuxième trimestre 2009. Si le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce diminue (-34,4% sur un an), les montants correspondants continuent à augmenter (11,2 millions d'euros en données cumulées, en progression de 15,6% sur un an).

Parallèlement, le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire s'établit à 2 236, en augmentation annuelle de 9,1%. Par ailleurs, à fin juin 2009, l'encours des crédits de trésorerie aux entreprises atteint 211,2 millions d'euros (en baisse annuelle de 22,7%).

Incidents de paiement sur effets de commerce



Source : Banque de France

Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre ; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site www.mediateurducredit.fr fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : www.mediateurducredit.fr ou 0 800 008 112.

Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plate-forme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

Conjoncture économique

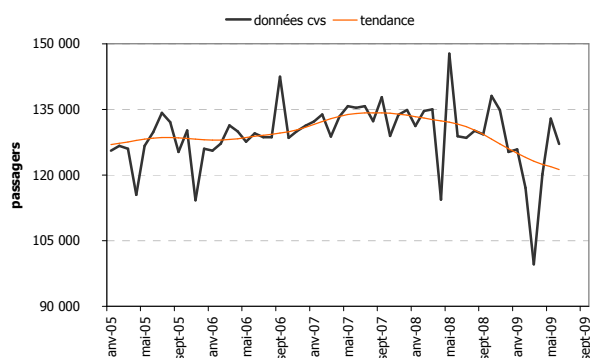
Les secteurs d'activité

Le deuxième trimestre se traduit par une moindre détérioration du courant d'affaires des entreprises, après la fermeture prolongée d'une grande partie des établissements au cours du conflit social de février et mars 2009. Dans le détail, hors l'industrie agroalimentaire, l'ensemble des secteurs font état d'une activité morose.

Tourisme

Le risque d'image au cœur des préoccupations du secteur

Nombre de passagers à l'aéroport international Aimé Césaire



Après une haute saison compromise, les professionnels du **tourisme** font le constat d'un courant d'affaires médiocre. L'activité demeure terne malgré les baisses de tarifs consenties.

Si le nombre de passagers arrivés à l'aéroport augmente de 27,7% en données cvs entre mars et juin 2009, il s'inscrit en léger retrait (-1%) par rapport à juin 2008.

Source : Chambre de commerce et d'industrie, données mensuelles

Par ailleurs, selon l'Insee, le taux d'occupation des hôtels atteint 42% en juin 2009, contre 39% en juin 2008. Cette évolution est cependant à relativiser, de nombreux établissements ayant fait le choix de fermetures temporaires afin de minimiser les charges d'exploitation au cours de la basse saison. Le segment du tourisme de croisière demeure en difficultés. Comme au cours des années précédentes, aucun navire n'a accosté en Martinique durant les mois de mai et de juin.

Commerce

Diminution marquée du courant d'affaires

Dans le **secteur du commerce**, l'activité poursuit sa dégradation. Le niveau des charges d'exploitation pèse sur l'activité et la légère amélioration des délais de paiement ne suffit pas à enrayer les difficultés de trésorerie. Le chiffre d'affaires cumulé de la grande distribution s'inscrit ainsi en baisse de 15,6% à fin juin 2009.

Industrie (hors industrie agroalimentaire)

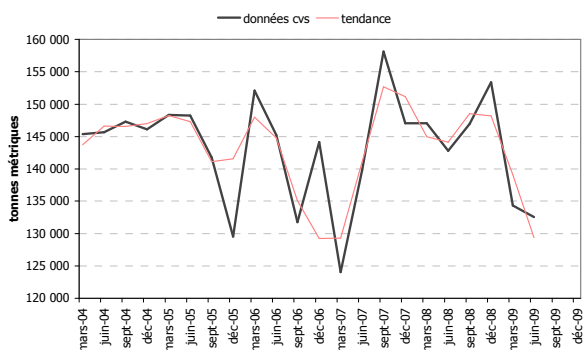
Au deuxième trimestre 2009, aucun signe de reprise n'est perceptible au sein du **secteur industriel** ; l'activité demeure atone malgré les efforts consentis au niveau tarifaire. Les réductions d'effectifs ont permis d'alléger les charges d'exploitation mais la trésorerie est pénalisée par l'allongement des délais de paiement.

Conjoncture économique

Produits pétroliers mis à la consommation

Les produits pétroliers mis à la consommation sont en nette diminution (-7,3 %) au deuxième trimestre 2009 par rapport au deuxième trimestre 2008 (-8,3 % pour le semestre).

Les tensions de trésoreries demeurent renforcées par des niveaux de stocks élevés. Aussi, les entreprises hésitent à investir.



Source : Sara, données trimestrielles

Services

Nouvelle dégradation du courant d'affaires

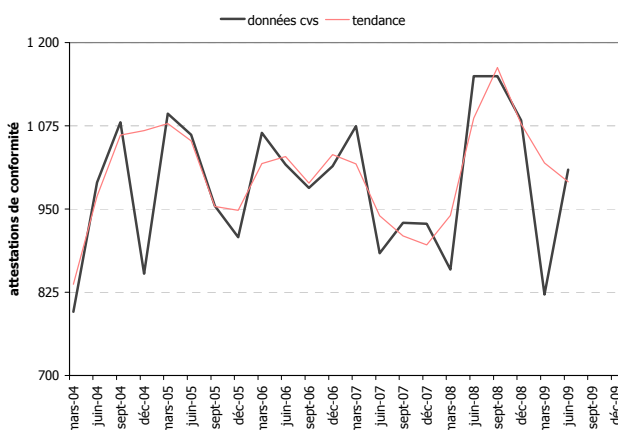
Une nouvelle fois, le secteur des **services aux entreprises** fait état d'une activité en nette dégradation. La baisse d'activité résulte notamment de la réduction du nombre de marchés et de contrats passés par les entreprises des autres secteurs.

Construction

Courant d'affaires peu vigoureux au deuxième trimestre

Les professionnels du secteur de la **construction** font part d'une orientation défavorable de leur courant d'affaires. De légers signes de reprise sont néanmoins perceptibles au sein des sous secteurs du second œuvre et des travaux publics. Toutefois les entreprises demeurent pénalisées par des trésoreries fortement dégradées, notamment en raison de l'allongement des délais de paiement.

Attestations de conformité électrique



Source : Consuel, données trimestrielles

Les indicateurs disponibles confortent le constat d'une légère reprise d'activité au sein du secteur au deuxième trimestre. Ainsi, le nombre d'attestations de conformité attribuées à des logements neufs enregistre une progression de 71,3% d'un trimestre à l'autre en données cvs. Dans le détail, les attestations délivrées à des logements individuels augmentent de 52,7% sur la période, tandis que celles attribuées à des logements collectifs suivent une croissance de +96,3%. Ces résultats peuvent être rapprochés de l'inactivité de la profession durant une grande partie du premier trimestre. Toutefois, sur l'année les attestations de conformité électrique des logements neufs sont en retrait (-9,4 %).

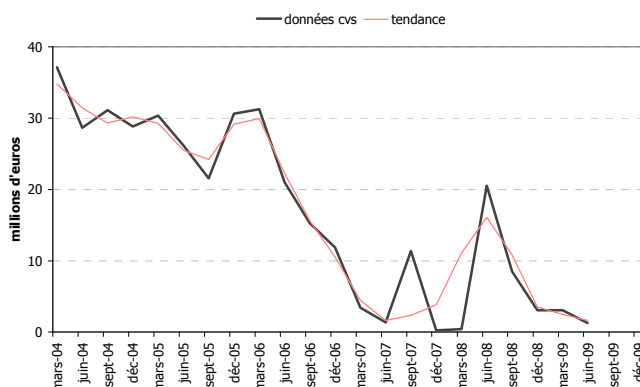
Secteur primaire

Un contexte peu porteur

Les exportations agricoles dans leur ensemble se sont élevées à 1,3 million d'euros au deuxième trimestre 2009, en diminution annuelle de 93,7% en données cvs. Cette chute est à relativiser car les exportations agricoles de l'année 2008 avaient fortement rebondi après le passage du cyclone Dean en août 2007. Ce niveau reste cependant historiquement faible.

Conjoncture économique

Exportations de produits agricoles



Source : Douanes, données trimestrielles

Industrie agroalimentaire

A la fin du second trimestre, quelques signes de reprise sont perceptibles au sein du **secteur agroalimentaire** dont le courant d'affaires s'améliore sur la période en dépit de l'allongement des délais de paiement et du niveau élevé des stocks. Malgré une augmentation des charges d'exploitation, le secteur a procédé à de nouvelles embauches, notamment sur le segment « alcools ».

La campagne cannière a débuté avec 20 jours de retard du fait du mouvement social du début de l'année. Par ailleurs, le secteur a subi des inondations début mai 2009 qui ont eu pour conséquence une détérioration des souches fraîchement plantées ainsi que des difficultés d'accès aux champs. En outre, l'usine du Galion a été endommagée et contrainte de fermer pendant deux semaines. En dépit de ces conditions difficiles, le tonnage de cannes traitées dans les distilleries et la sucrerie du Galion atteint 223 284 tonnes, en progression annuelle de 7,2% par rapport à des niveaux déjà élevés en 2008.

A l'issue de la campagne, la production de sucre s'est élevée à 5 578,5 tonnes, en progression annuelle de 18,8%, avec un coefficient de paiement de 8,22 contre 8,65 un an plus tôt. A l'inverse, les données disponibles à fin juin 2009 indiquent une production de rhum en recul de 6,2% sur un an, soit 69 865 hectolitres d'alcool pur (HAP).

Prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir

La dégradation du contexte économique se poursuit. Les entreprises demeurent fragilisées et les chefs d'entreprises déplorent le manque de visibilité dû notamment aux incertitudes qui pèsent sur l'avenir institutionnel et les retards de mise en application des dispositions de la LODEOM. Les fortes tensions sur le marché du travail, la dégradation de la trésorerie des ménages et des entreprises sont de nature à renforcer ces inquiétudes. Les anticipations pour le trimestre à venir restent pessimistes.

***Annexes
statistiques***

Conjoncture économique

Note méthodologique

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) .
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Les secteurs d'activité

-

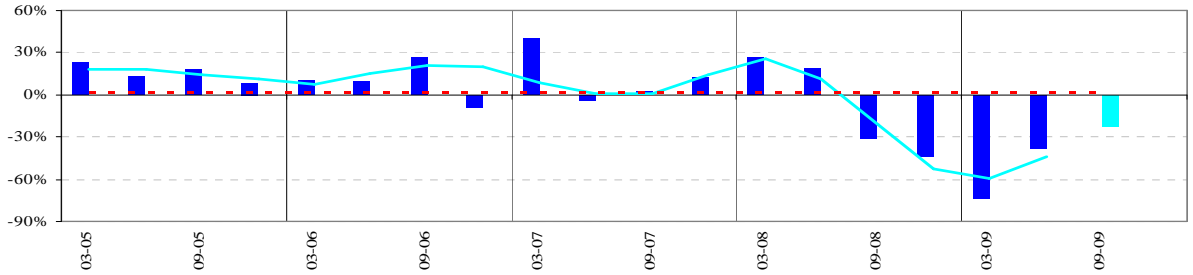
***Résultats de l'enquête de
conjoncture de l'Iedom
et données quantitatives***

Conjoncture économique

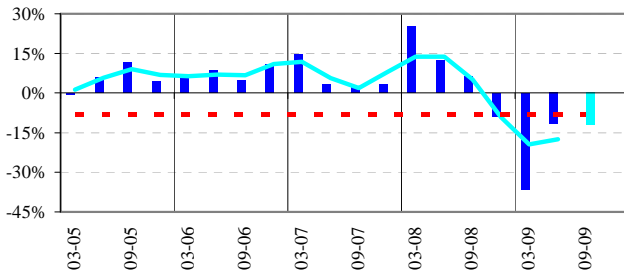
VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 121 entreprises employant au total 6292 salariés

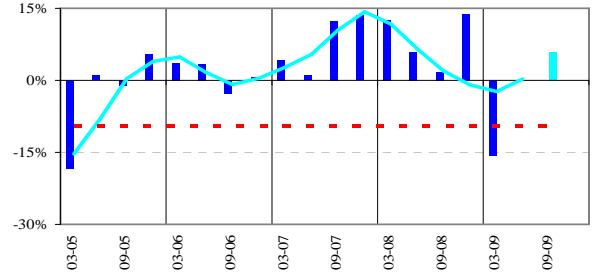
ACTIVITE



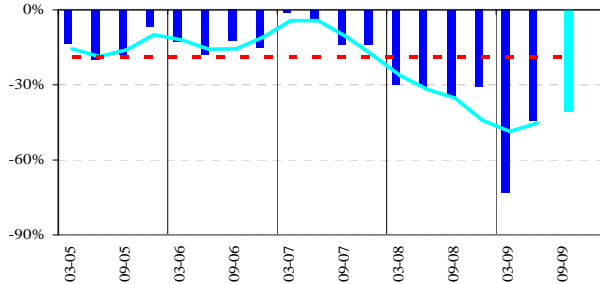
PRIX



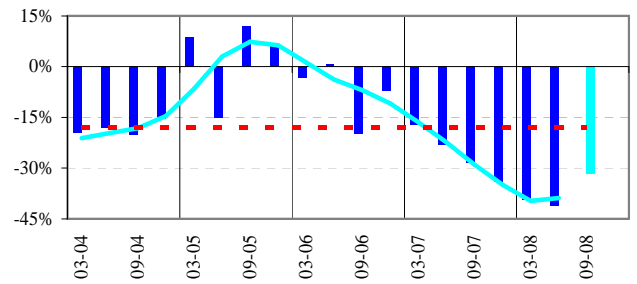
CHARGES



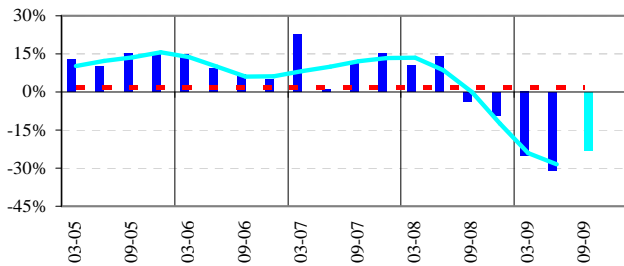
TRESORERIE



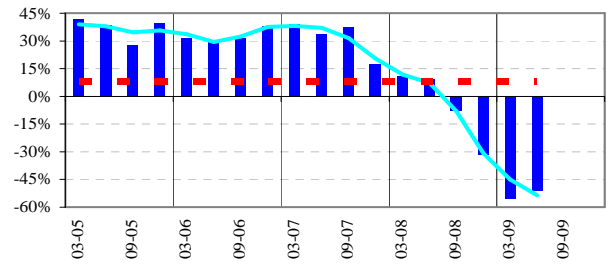
DELAIS DE PAIEMENT



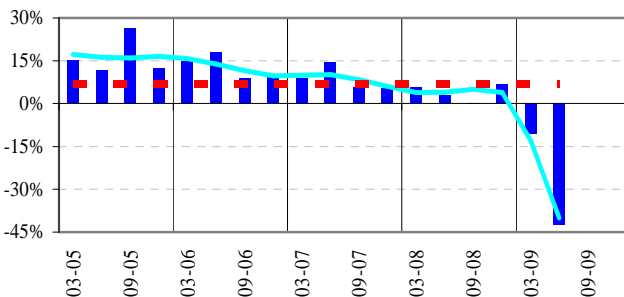
EFFECTIFS



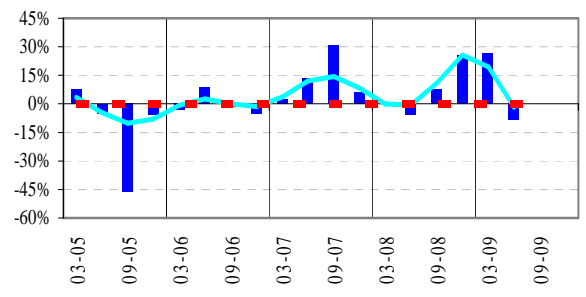
PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE PRODUITS FINIS



STOCKS DE MATIERES PREMIERES



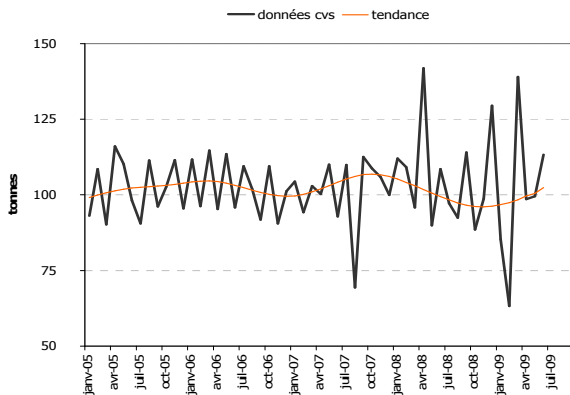
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendance de l'indicateur
 Moyenne de longue période

Conjoncture économique

AGRICULTURE ET ELEVAGE

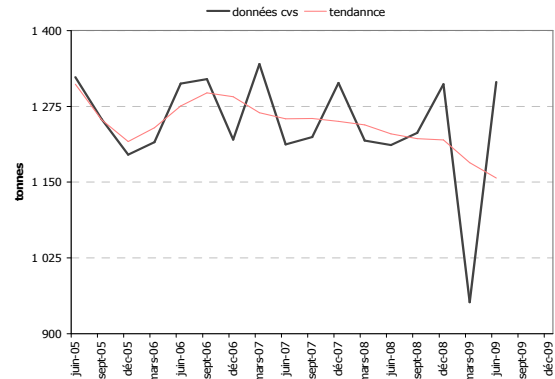
La filière bovine

Abattage de viande bovine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

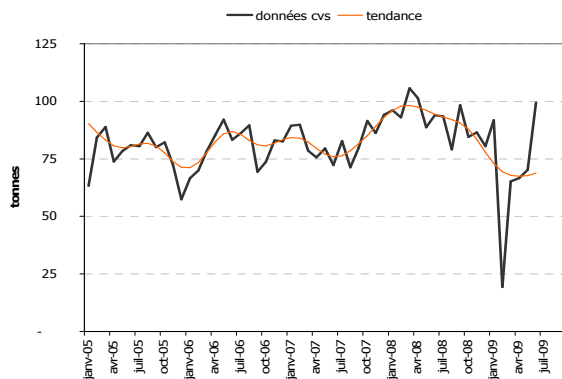
Importations de viande bovine



Source : Douanes, données trimestrielles

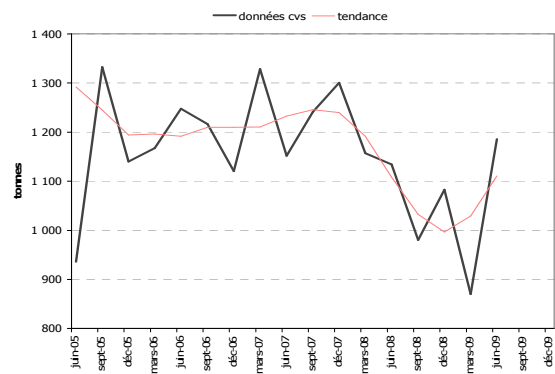
La filière porcine

Abattage de viande porcine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

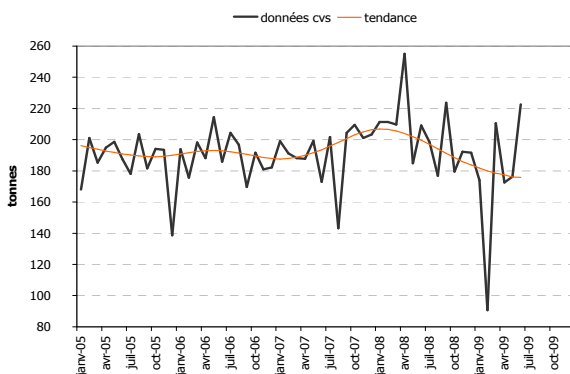
Importations de viande porcine



Source : Douanes, données trimestrielles

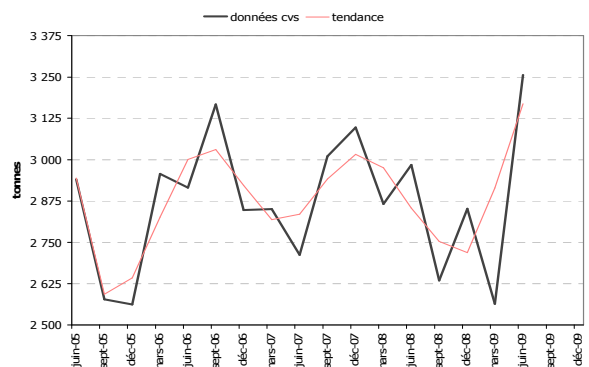
La production locale de viande – la filière avicole

Abattage total



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

Importations de volaille

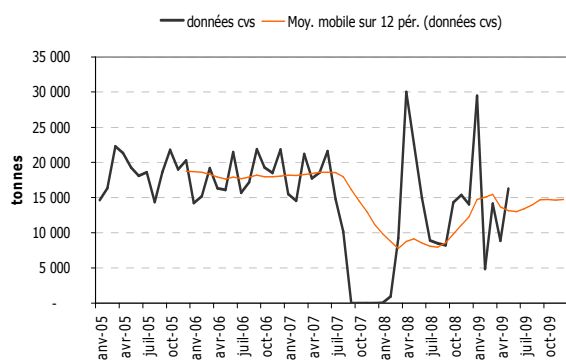


Source : Douanes, données trimestrielles

Conjoncture économique

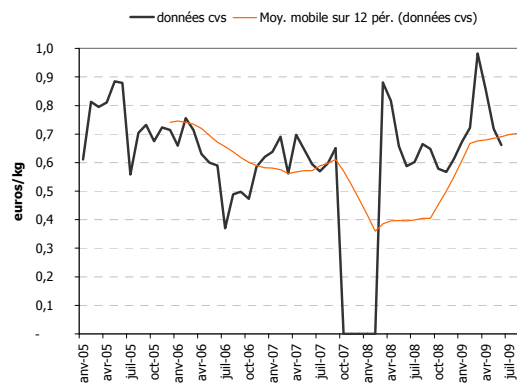
La filière banane

Expéditions de bananes*



Source : Drcrf, données mensuelles

Prix moyen mensuel wagon-départ du kg de bananes*

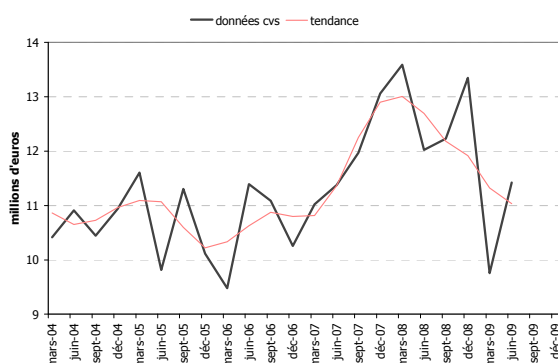


Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

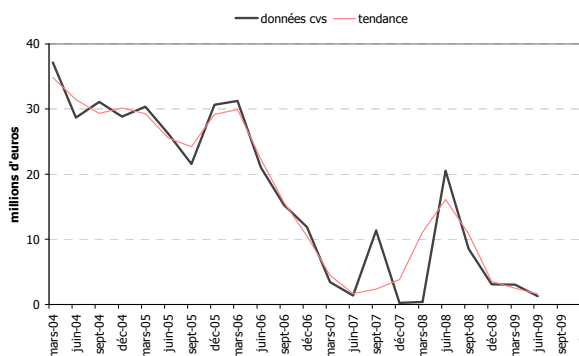
Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	Jun	Jun	Jun	Jun	Jun	Mars	Avril	Mai	Jun	Cumul	Jun	
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	2009	2009	2009	2009/ Jun 2008	Σ2009/ Σ2008
Bovins	111,6	99,2	96,5	93,9	110,5	140,5	83,5	109,7	116,5	601,4	5,4%	-7,4%
Porcins	86,7	69,2	69,1	58,4	74,8	62,8	64,5	64,0	78,5	337,3	5,0%	-28,8%
Total*	206,7	174,2	170,6	157,7	190,7	207,4	152,7	180,0	203,5	968,3	6,7%	-16,7%

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

Conjoncture économique

Importations en tonnes	2T05			2T08				2T09			
	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 2009	2T09/2T08	Σ 2009/ Σ 2008
Bovins	1 286,3	1 275,9	1 178,7	1 177,6	1 214,0	1 359,2	956,3	1 280,6	2 237	8,7%	-6,9%
Porcins	907,4	1 209,4	1 116,9	1 099,8	920,5	1 350,1	734,3	1 149,8	1 884,2	4,5%	-9,2%
Volailles	2 772,4	2 748,7	2 557,4	2 813,4	2 586,9	3 007,9	2 617,6	3 069,9	5 687,5	9,1%	-0,9%

Source : Douanes- données trimestrielles

Expéditions de bananes en milliers de tonnes	2009									Mai 2009 Cumul 2009	Mai 2009 /Mai 2008	Σ 2009 / Σ 2008
	Mai 2004	Mai 2005	Mai 2006	Mai 2007	Mai 2008	Février 2009	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009			
Bananes	20,0	19,3	16,1	18,5	22,6	4,9	14,1	8,9	16,3	73,6	-28,1%	17,2%

Source : Drcrff - données mensuelles

Prix moyen du kg de banane en euros	2004					2009					Juin 2009 /Juin 2008
	Juin 2004	Juin 2005	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Juin 2009		
Bananes	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	1,0	0,9	0,7	0,7	12,7%	

Source : Fruits et Légumes Hebdo – données mensuelles

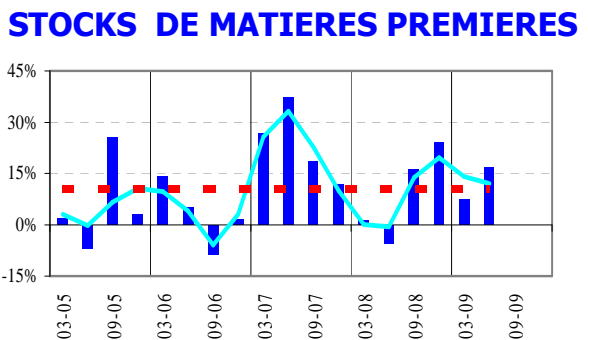
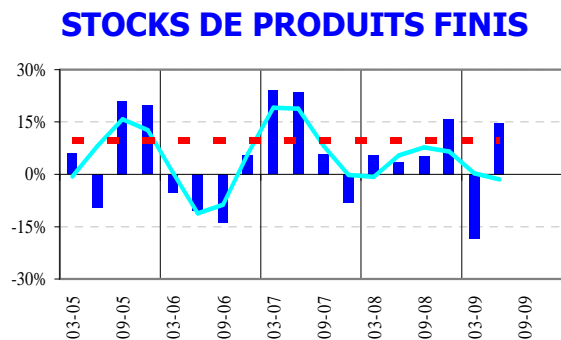
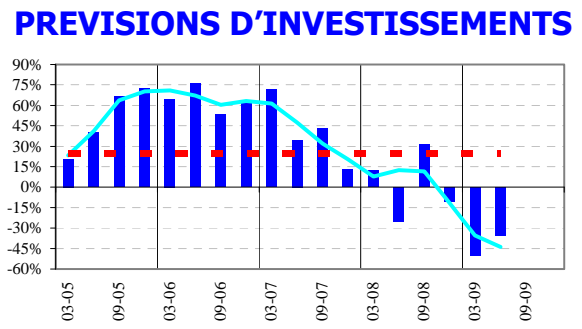
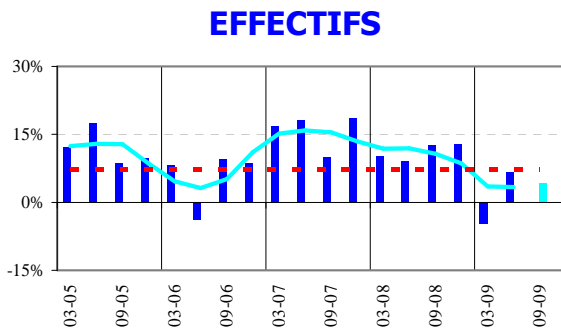
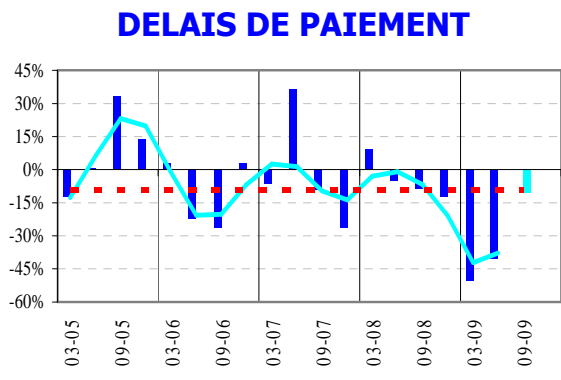
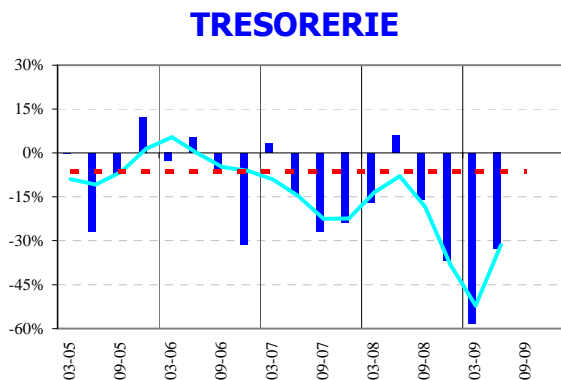
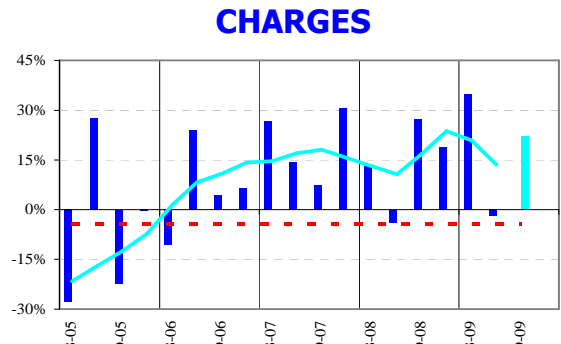
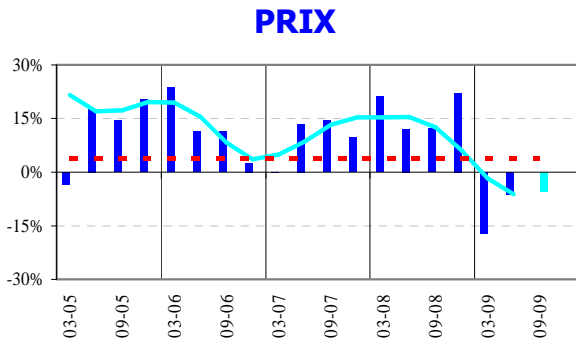
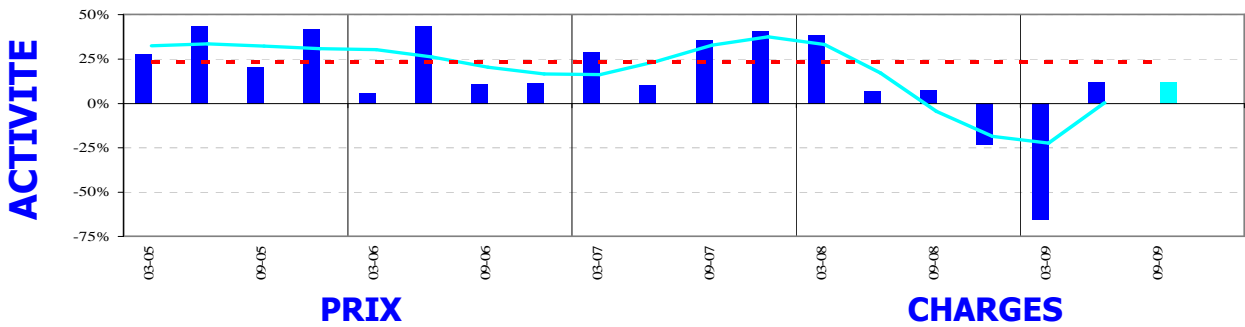
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en millions d'euros	2T04				2T08				2T09			
	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 2009	2T09/2T08	Σ 2009 / Σ 2008
Exportations	30,5	30,3	26,8	1,9	30,8	10,1	2,3	1,7	2,0	3,7	-93,5%	-88,2%
Importations	11,3	10,1	11,7	11,7	12,4	11,8	14,4	9,0	11,8	20,8	-4,9%	-16,8%

Source : Douanes- données trimestrielles

Conjoncture économique

SECTEUR AGROALIMENTAIRE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 123 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 921 salariés.

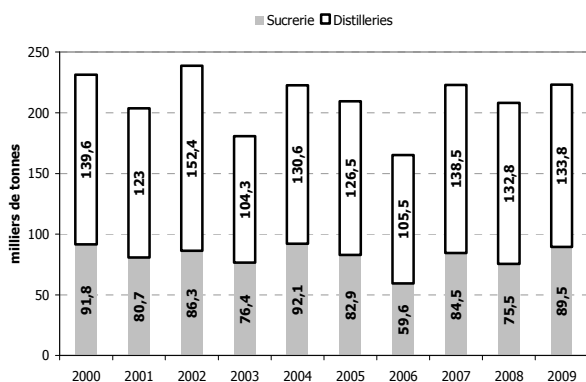


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

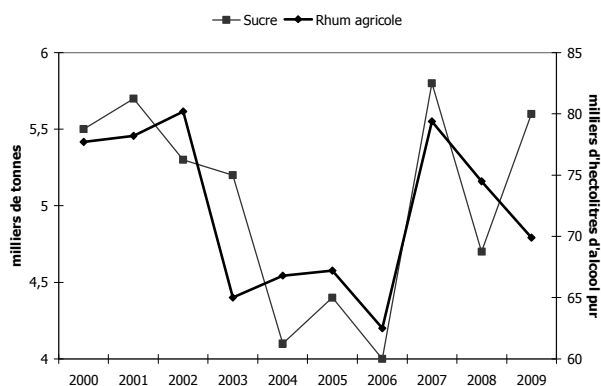
Conjoncture économique

La filière rhum

Cannes broyées



Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

Dernières données chiffrées

Cannes broyées en milliers de tonnes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Σ2009/Σ2008*
Sucrierie	91,8	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	89,5	18,5%
Distilleries	139,6	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	133,8	0,8%
Total	231,4	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	223,3	7,2%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre, Douanes
* données à fin juin 2009

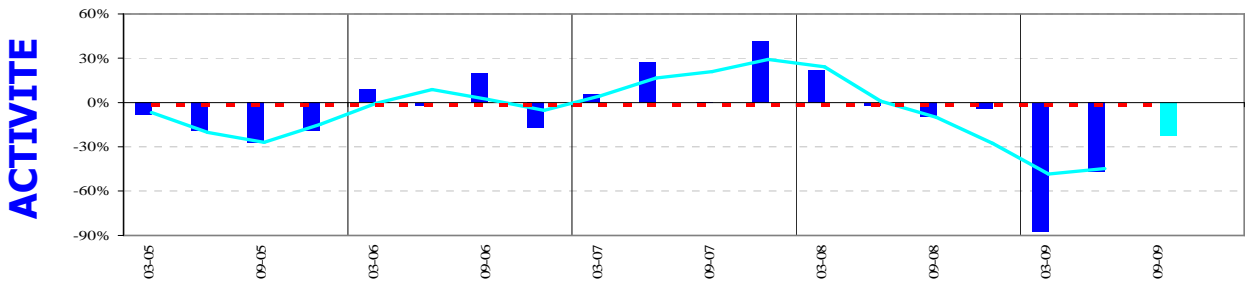
Production	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Σ2009/Σ2008
Sucre (en milliers de tonnes)	5,5	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,0	5,8	4,7	5,6	19,1%
Rhum agricole (en milliers d'HAP)	77,7	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	69,9	-6,2%

Source : Douanes

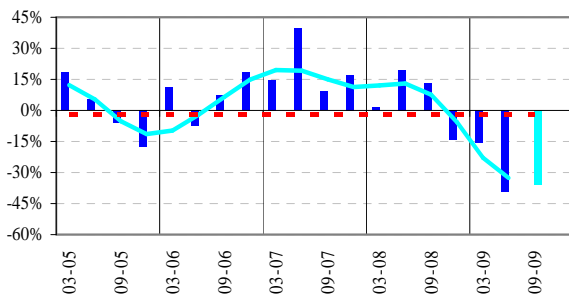
Conjoncture économique

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

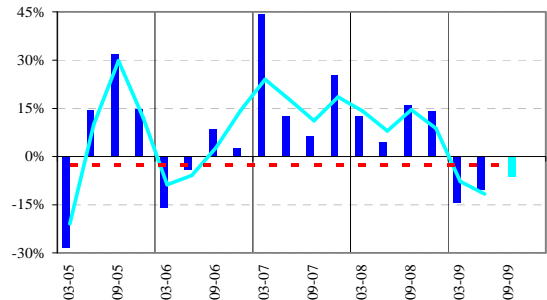
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 24 entreprises du secteur employant au total 690 salariés.



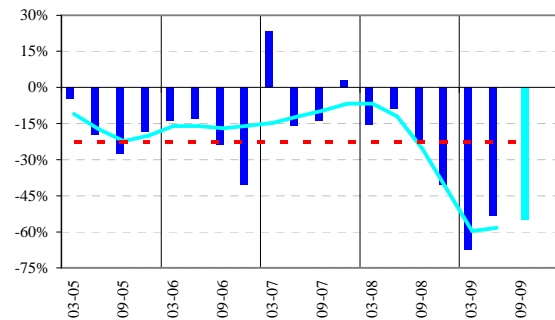
PRIX



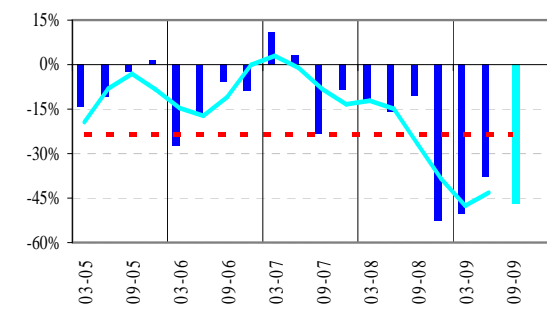
CHARGES



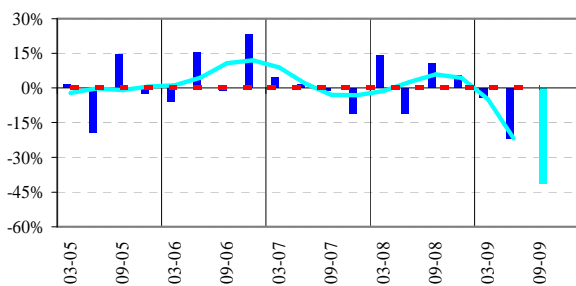
TRESORERIE



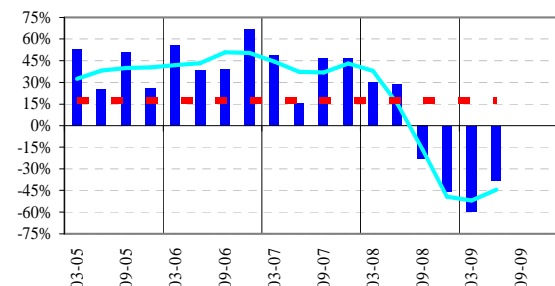
DELAIS DE PAIEMENT



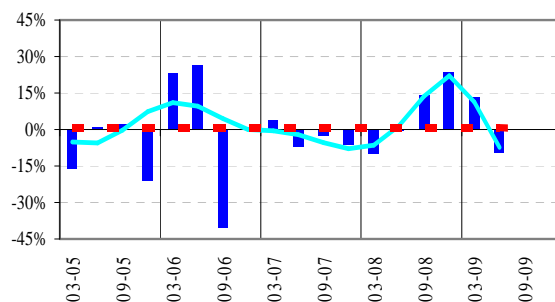
EFFECTIFS



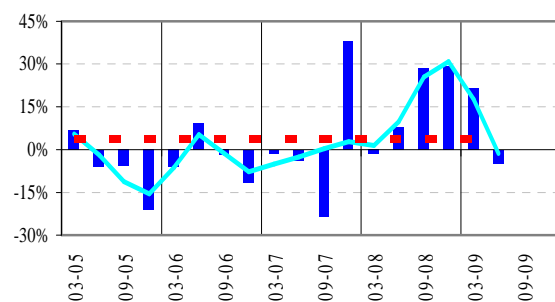
PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



STOCKS DE PRODUITS FINIS



STOCKS DE MATIERES PREMIERES

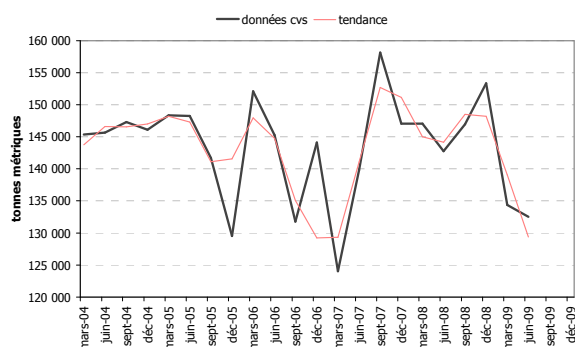


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

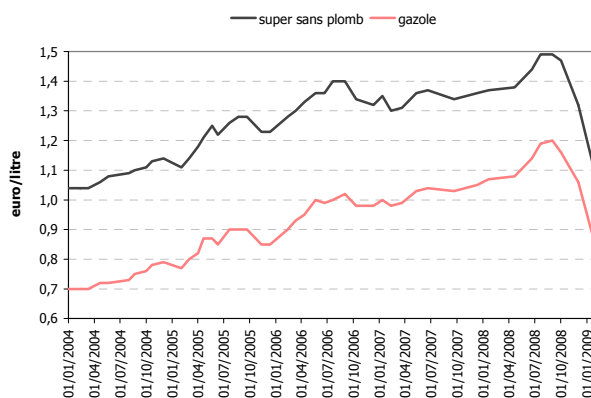
L'énergie

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : Drcrpf

Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en milliers de tonnes métriques	2T04				2T05				2T06				2T07				2T08				3T08		4T08		1T09		2T09		Cumul 2009	2T09 /2T08	Σ2009 /Σ2008
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	1	2	1	2	1	2							
Produits pétroliers mis à la consommation	141,1	143,4	140,1	134,4	137,0	155,8	155,1	130,1	127,0	257,1	-7,3%	-8,3%																			

Source : Sara- données trimestrielles

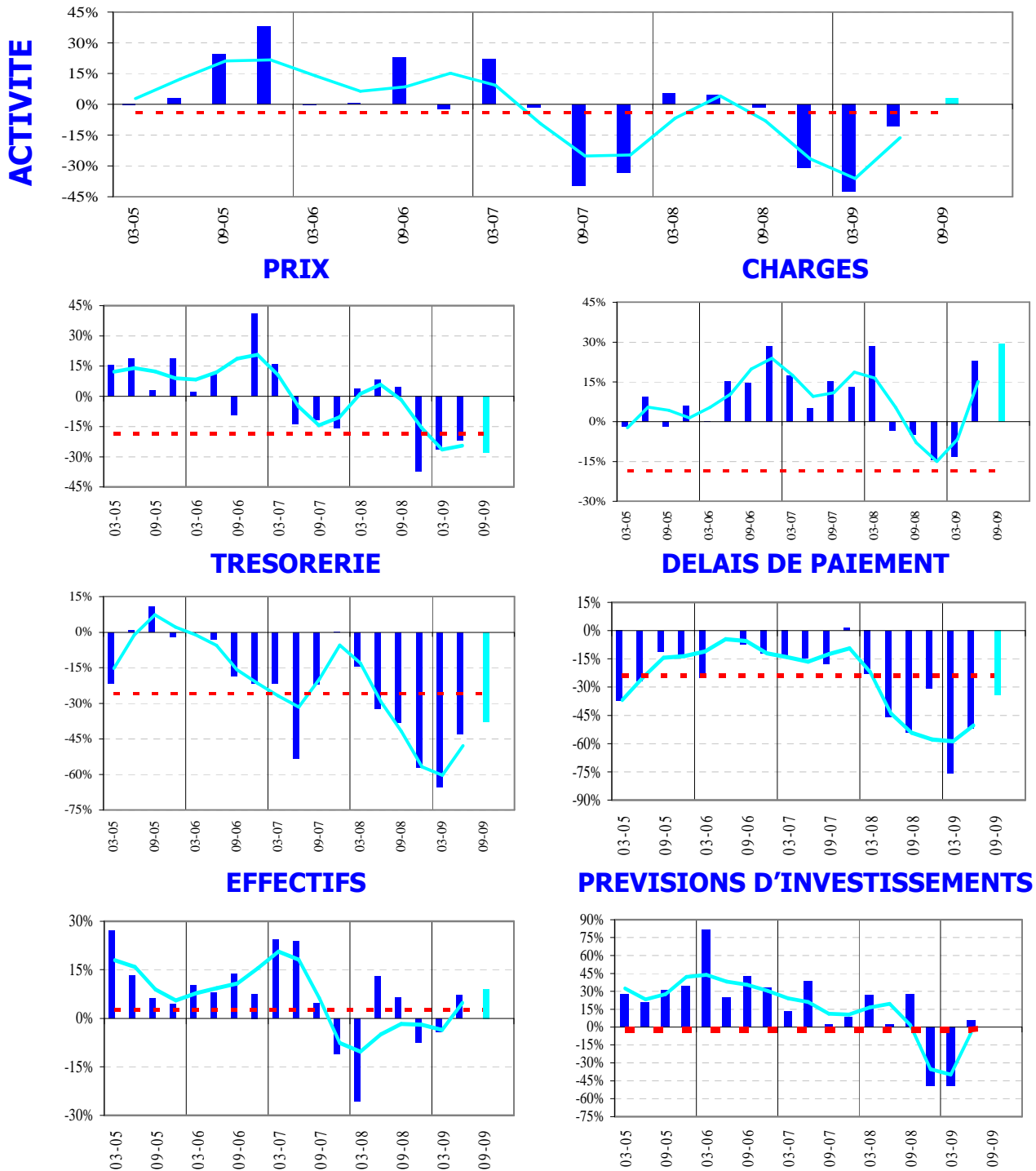
Prix à la pompe en euros	Février 2004	Février 2005	Février 2006	Février 2007	Janvier 2008	Sept. 2008	Oct. 2008	Déc. 2008	Février 2009	Fév. 2009 / Fév. 2008
Essence sans plomb	1,04	1,11	1,28	1,30	1,37	1,49	1,47	1,32	1,08	-21,2%
Gazole route	0,70	0,77	0,90	1,98	1,07	1,20	1,16	1,06	0,84	-21,5%

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

Conjoncture économique

SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises du secteur de la construction employant au total 703 salariés.

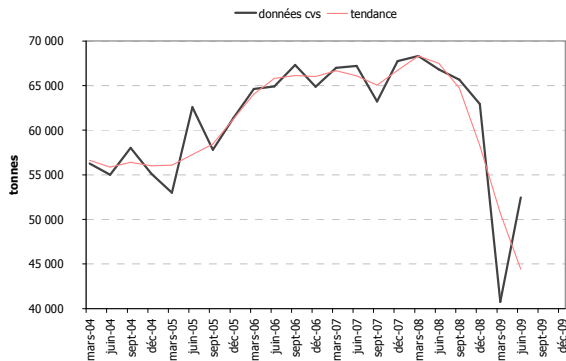


Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendance de l'indicateur
 Moyenne de longue période

Conjoncture économique

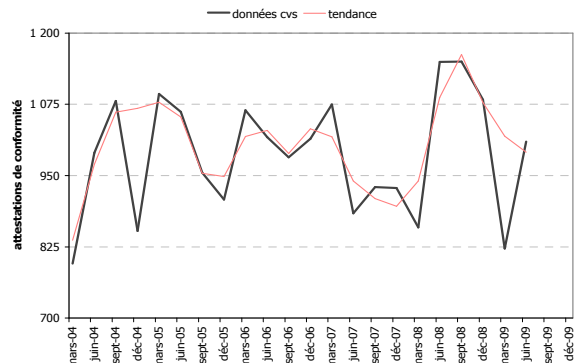
La production de ciment – les attestations de conformité

Production de ciment



Source : Ciment Antillais, données trimestrielles

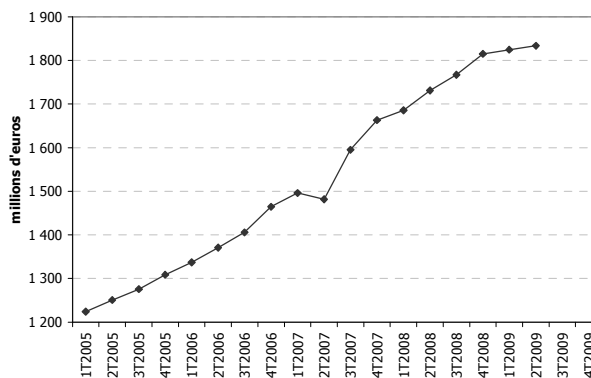
Attestations de conformité délivrées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Les encours de crédit à l'habitat des ménages

Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles

NB : établissements de crédit installés localement ou non

Dernières données chiffrées

Ciment en milliers de tonnes	2T04 2T05 2T06 2T07				2T08 3T08 4T08 1T09				2T09	Cumul 2009	2T09 /2T08	Σ 2009 / Σ 2008
Production	55,8	63,8	66,7	69,4	69,4	65,7	60,6	37,9	54,5	92,5	-21,4%	-32,6%

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

Conjoncture économique

Attestations de conformité électrique nombre	2T04 2T05 2T06 2T07				2T08 3T08 4T08 1T09				2T09	Cumul 2009	2T09 /2T08	Σ 2009 / Σ 2008
	Logements neufs	1 070	1 171	1 141	1 006	1 345	1 009	1 174	703	1 204	1 907	-10,5%

Source : Consuel - données trimestrielles

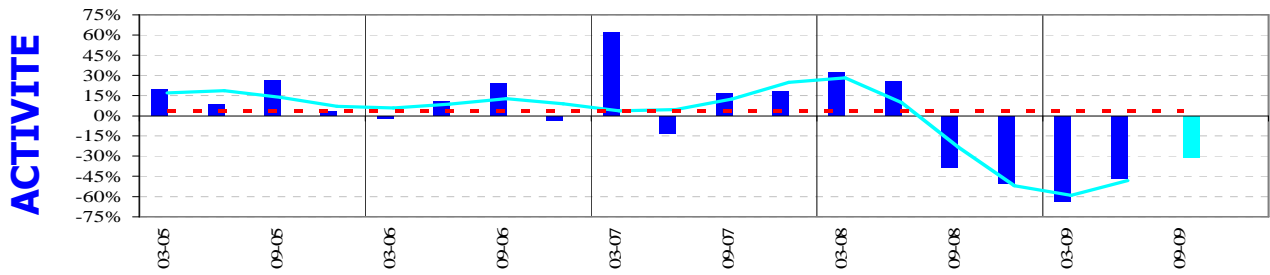
Crédit à l'habitat en millions d'euros	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09 /2T08
	Encours octroyés aux ménages	1 250,7	1 370,8	1 481,8	1 730,5	1 766,8	1 814,9	1 824,4	1 833,6

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

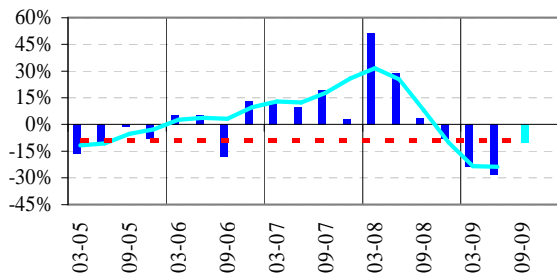
Conjoncture économique

SECTEUR DU COMMERCE

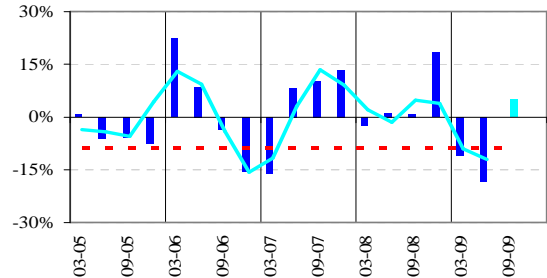
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 29 entreprises du secteur employant au total 1 934 salariés.



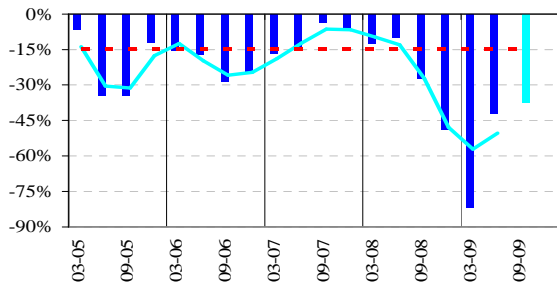
PRIX



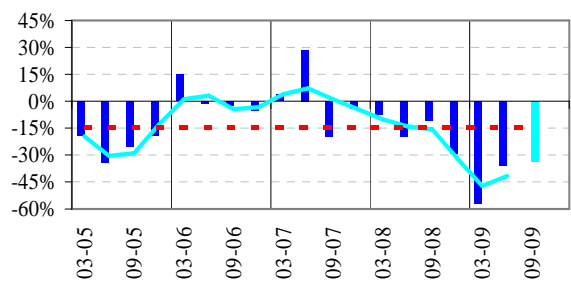
CHARGES



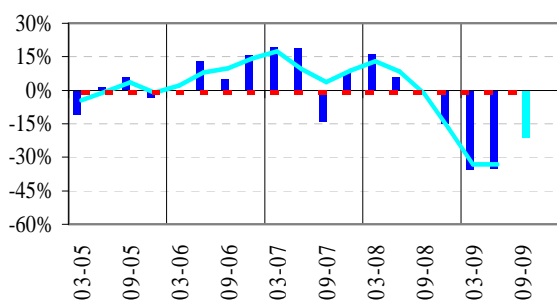
TRESORERIE



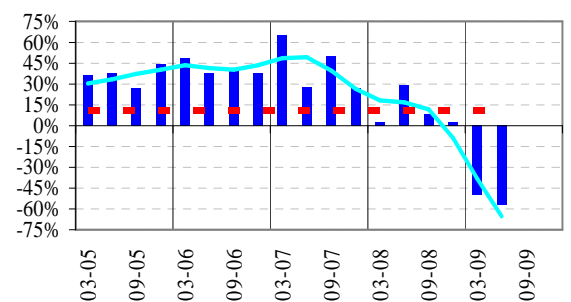
DELAIS DE PAIEMENT



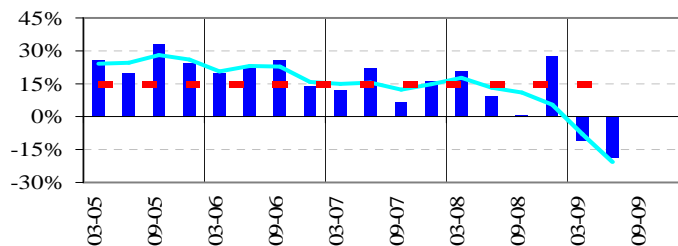
EFFECTIFS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE PRODUITS FINIS

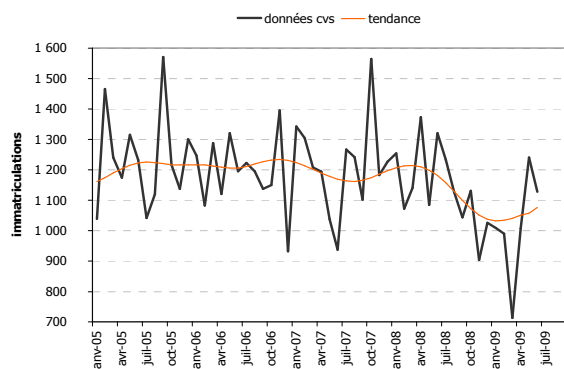


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

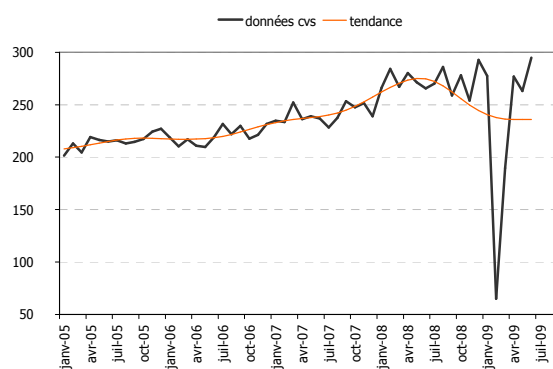
Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Aaa, données mensuelles

Indice du chiffre d'affaires mensuel de la grande distribution



Source : Drccrf, données mensuelles

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules particuliers neufs	Jun 2004	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	Cumul 2009	Jun 2009 /Jun 2008	$\Sigma 2009 / \Sigma 2008$
	VPN	1 156	1 166	1 111	877	1 231	733	894	880	1 050	6946	-14,7%

Source : Aaa, données mensuelles

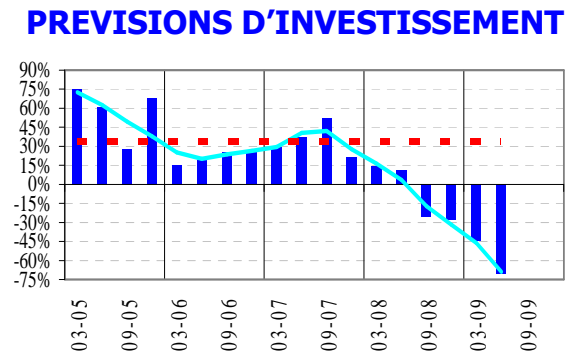
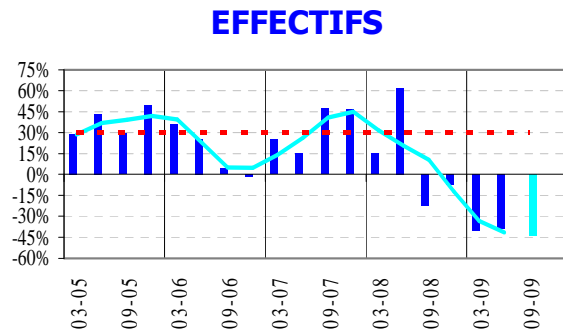
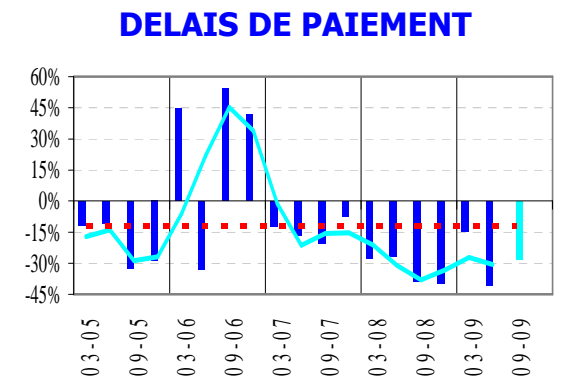
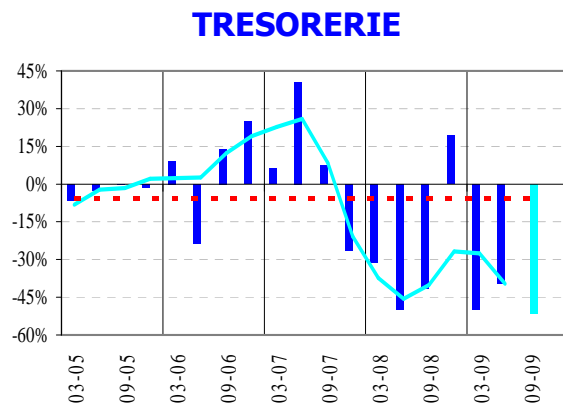
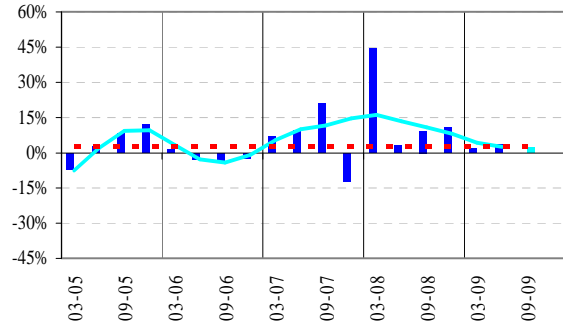
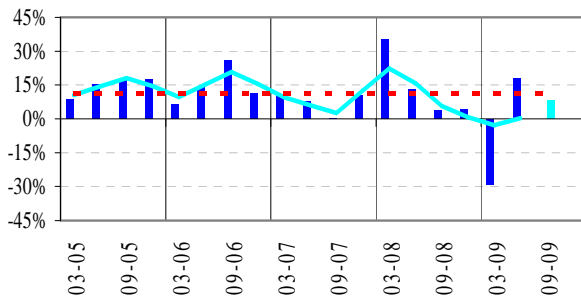
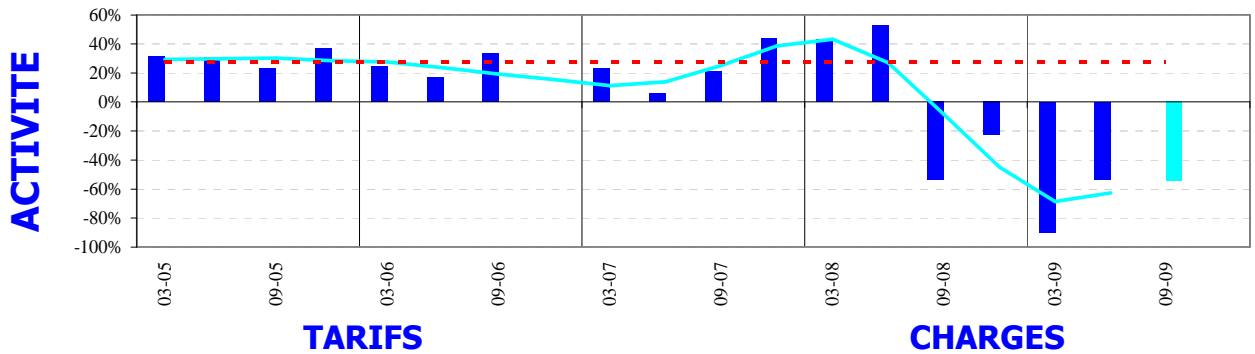
Grande distribution en millions d'euros	Jun 2004	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	Cumul 2009	Jun 2009 /Jun 2008	$\Sigma 2009 / \Sigma 2008$
	Chiffre d'affaires	29,9	30,5	31,0	35,3	37,5	28,2	39,2	39,5	41,6	197,8	11,0%

Source : Drccrf, données mensuelles

Conjoncture économique

SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 18 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 527 salariés.

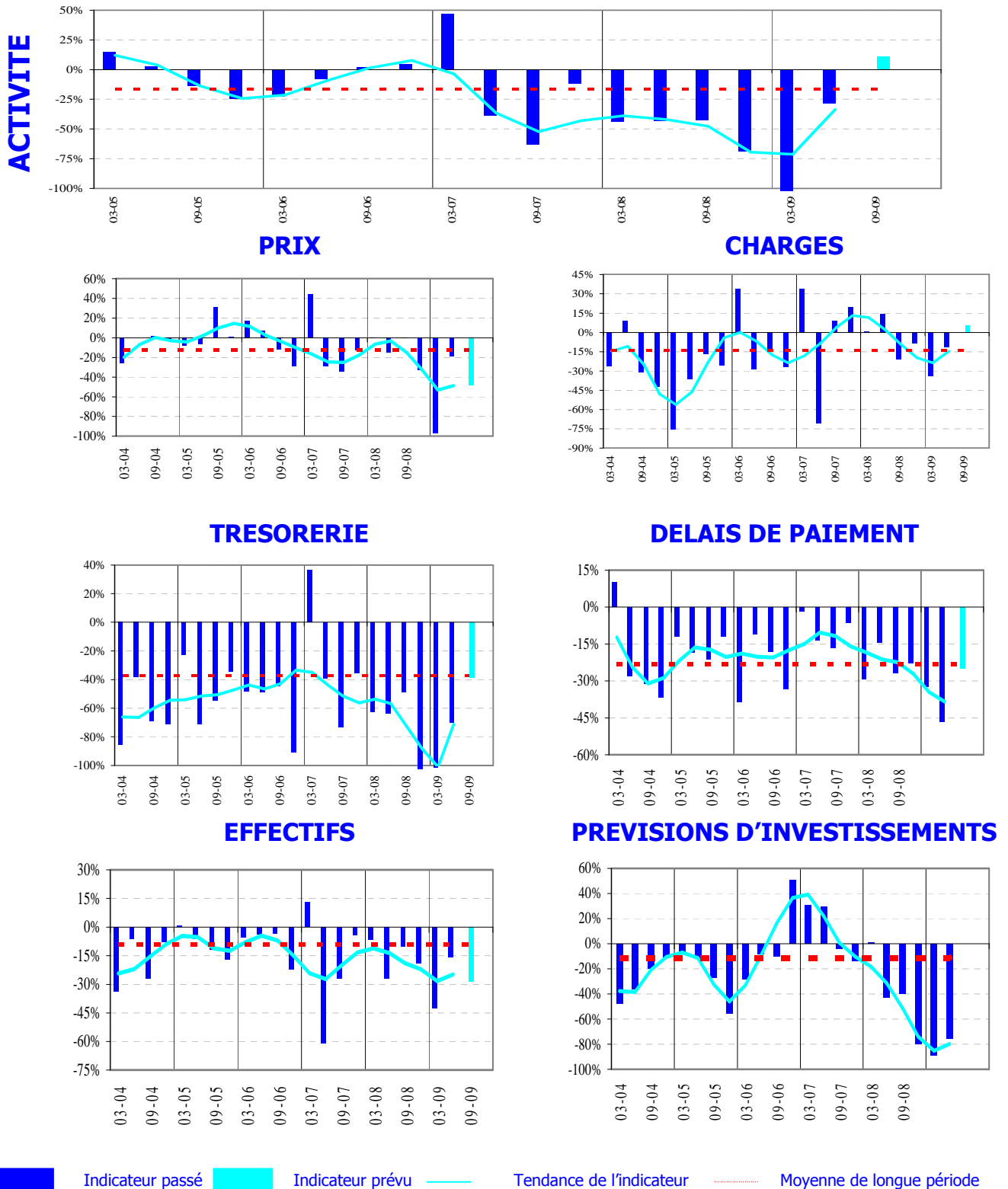


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

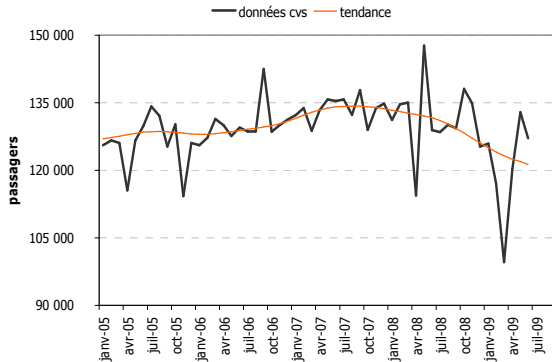
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur employant au total 487 salariés.



Conjoncture économique

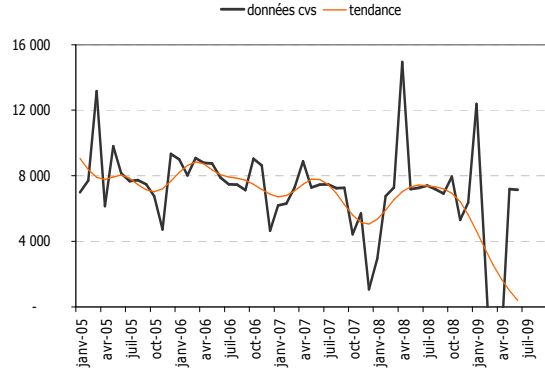
La fréquentation touristique

Nombre d'usagers de l'aéroport



Source : Cim, données mensuelles

Nombre de croisiéristes



Source : Dircilec, données mensuelles

Dernières données chiffrées

Trafic aérien en milliers de passagers	Jun 2004	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	Cumul 2009	Jun 2009 /Jun 2008	Σ2009 /Σ2008
Nombre d'usagers de l'aéroport du Lamentin	102,8	109,7	111,3	117,9	113,7	112,4	130,3	116,1	112,5	733,0	-1,0%	-9,0%

Source : Cim, données mensuelles

Trafic maritime en milliers de croisiéristes	Jun 2004	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	Cumul 2009	Jun 2009 /Jun 2008	Σ2009 /Σ2008
Nombre de croisiéristes	4,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	1,2	0,0	0,0	29,6	nd	-45,5%

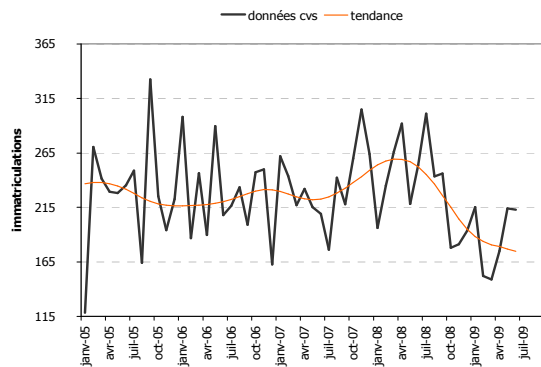
Source : DIRCILEC - données mensuelles

Les entreprises

Conjoncture économique

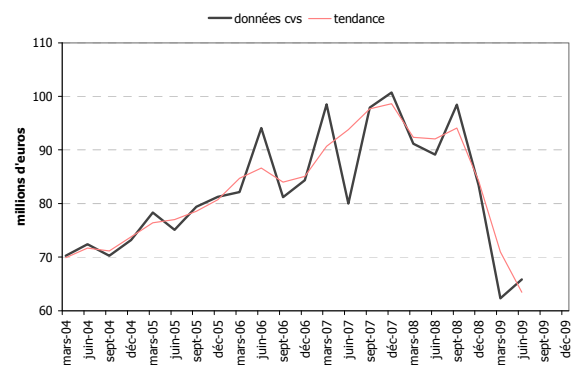
L'investissement des entreprises

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



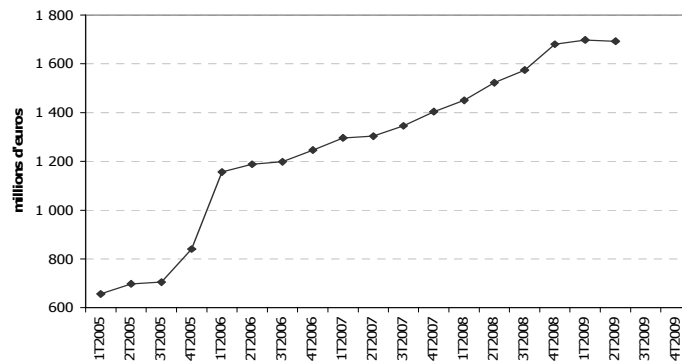
Source : Aaa, données mensuelles

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes, données trimestrielles

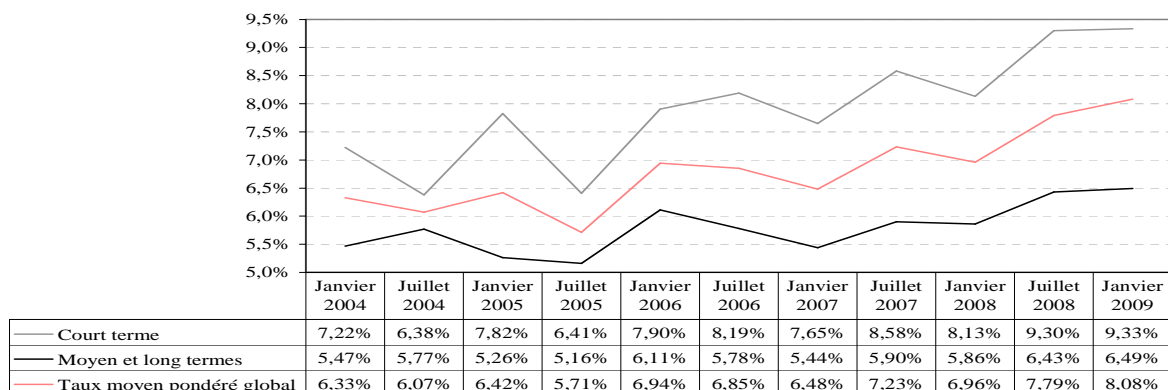
Encours de crédit à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises*



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

Les conditions de financement offertes aux entreprises

Coût du crédit aux entreprises



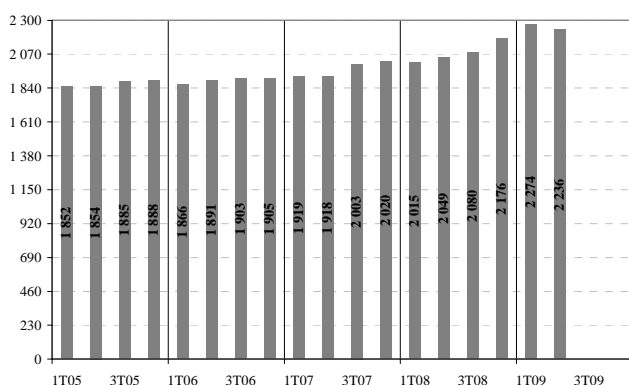
Source : Iedom, données semestrielles

* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

Conjoncture économique

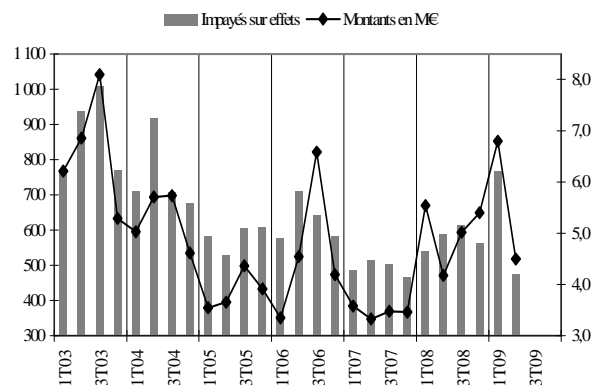
La vulnérabilité des entreprises

Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Source : Iedom, données mensuelles

Impayés sur effets de commerce



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	Jun 2004	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	Cumul 2009	Jun 2009 / Jun 2008	Σ2009 / Σ2008
	VUN	257	266	236	244	303	169	193	184	257	1 153	-15,2%

Source : Aaa,- données mensuelles

Importations en millions d'euros	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 2009	2T09 / 2T08	Σ2009 / Σ2008
Biens d'équipement	70,0	72,6	90,3	76,4	85,0	88,9	96,6	61,3	62,6	123,9	-26,3%	-29,3%

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09 / 2T08
Encours de crédit octroyés aux entreprises	697,9	1 188,8	1 303,2	1 508,5	1 575,1	1 680,6	1 698,2	1 693,0	12,2%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Conjoncture économique

Coût du crédit aux entreprises Taux moyens pondérés (%) Variations en points de base	Janv. 2007	Juillet 2007	Janv. 2008	Juillet 2008	Janv. 2009	Janv. 2009/Juillet 2008	Janv. 2009 /Janv. 2008
Crédits court terme	7,65%	8,58%	8,13%	9,30%	9,33%	-70	-16
Crédits moyen long termes	5,44%	5,90%	5,86%	6,43%	6,49%	12	5
Taux moyen pondéré global	6,48%	7,23%	6,96%	7,79%	8,08%	-3	17

Source : Iedom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

Personnes morales en interdiction bancaire	Juin 2005	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Juin 2009	Juin 2009 /Juin 2008
	1 854	1 891	1 918	2 049	2 274	2 263	2 260	2236	9,1%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Impayés sur effets nombre	Juin 2005	Juin 2006	Juin 2007	Juin 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Juin 2009	Juin 2009 /Juin 2008
	189	205	188	241	384	162	154	158	-34,4%

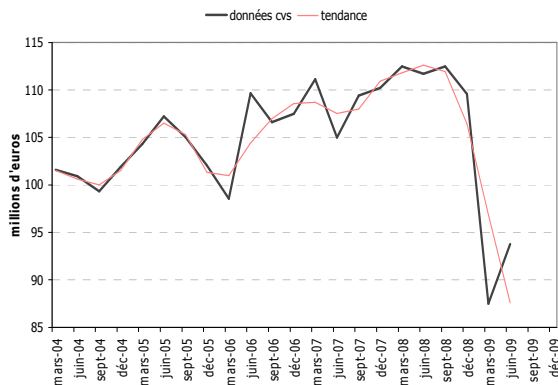
Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

Les ménages

Conjoncture économique

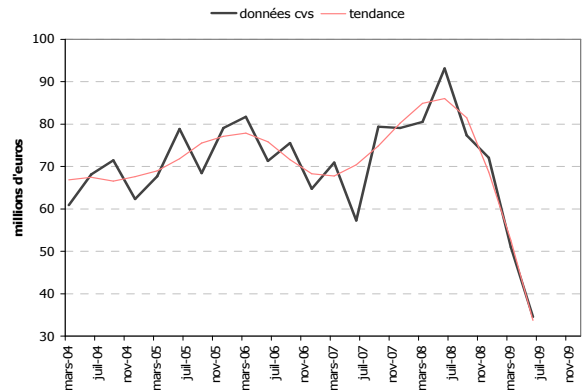
La consommation des ménages

Importations de biens de consommation



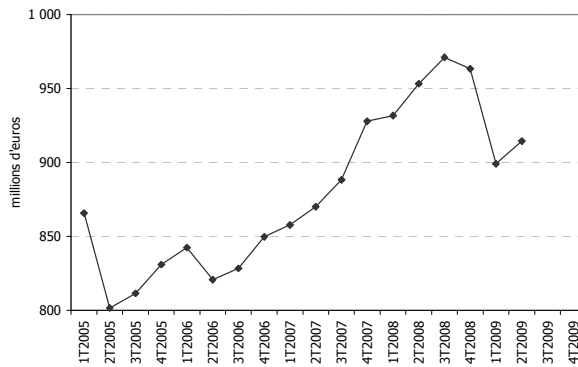
Source : Douanes, données trimestrielles

Importations de produits de l'industrie automobile



Source : Douanes, données trimestrielles

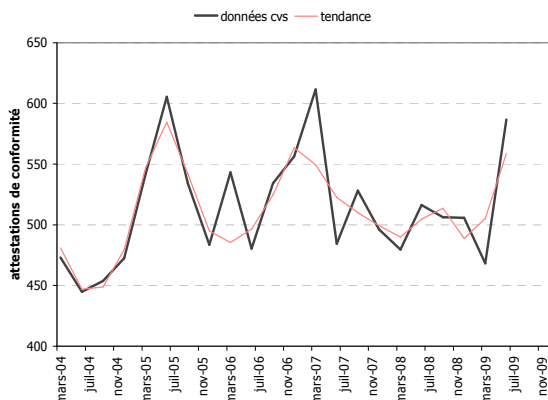
Encours de crédit à la consommation octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

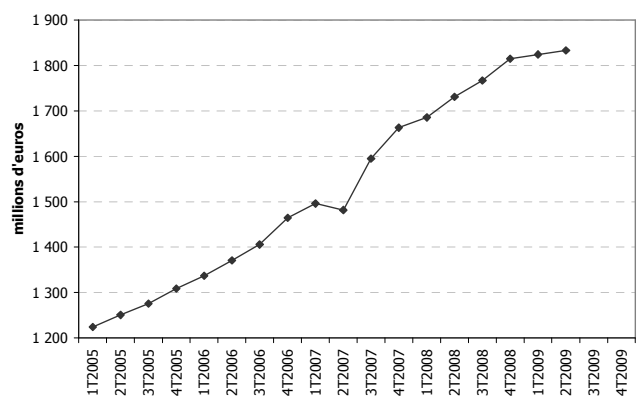
L'investissement des ménages

Attestations de conformité attribuées à des logements individuels neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages

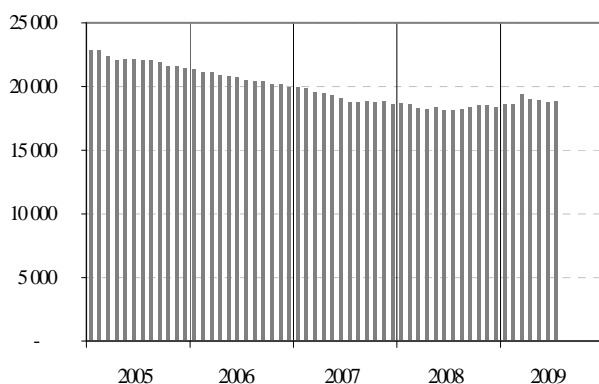


Source : Iedom, données trimestrielles - établissements installés localement ou non

Conjoncture économique

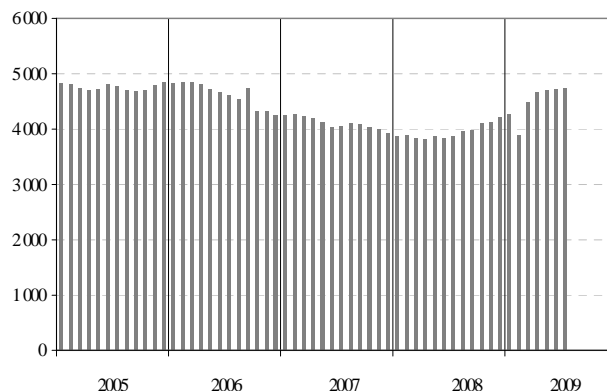
La vulnérabilité des ménages

Personnes physiques en situation d'interdiction bancaire



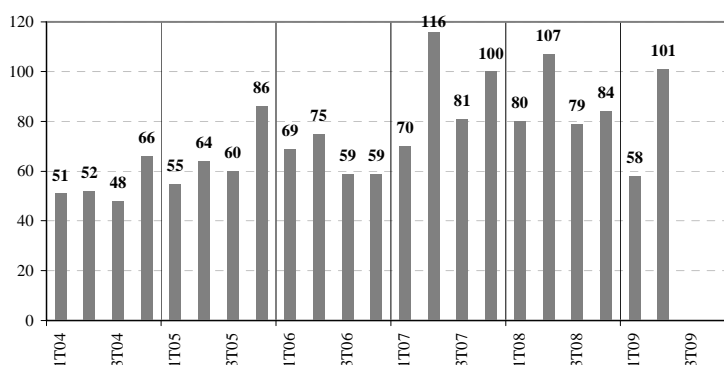
Source : Banque de France, données mensuelles

Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France, données mensuelles

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



Source : Iedom, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Imports en millions d'euros	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 2009	2T09 /2T08	Σ2009 /Σ2008
Biens de consommation	107,8	114,0	115,7	110,1	116,5	106,6	119,7	80,4	97,5	177,8	-16,4%	-19,1%
Produits de l'industrie automobile	60,0	69,5	63,3	51,3	83,5	73,6	88,5	47,1	31,0	78,0	-62,9%	-50,6%

Source : Douanes - données trimestrielles

Conjoncture économique

Crédit à la consommation en millions d'euros	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09 /2T08
Encours de crédit octroyés aux ménages	801,7	820,8	870,1	951,3	971,1	963,3	899,1	914,5	-3,9%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Attestations de conformité électrique nombre	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 2009	2T09 /2T08	Σ2009 /Σ2008
Logements individuels neufs	477	644	509	511	544	493	561	404	617	1 024	13,4%	6,4%

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat en millions d'euros	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09 /2T08
Encours octroyés aux ménages	1 250,7	1 370,8	1 481,8	1 730,5	1 766,8	1 814,9	1 824,4	1 833,6	6,0%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Interdiction bancaire	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	Jun 2009 /Jun 2008
Personnes physiques	22 124	20 687	19 036	18 136	19 388	18 982	18 909	18 716	3,2%

Source : Banque de France, données mensuelles

Cartes bancaires	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	Jun 2009 /Jun 2008
Retraits de cartes bancaires	4 804	4 663	4 028	3 837	4 476	4 677	4 701	4 719	23,0%

Source : Banque de France, données mensuelles

Surendettement nombre	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 2009	Jun 2009 /Jun 2008	Σ2009 /Σ2008
Dépôts de dossiers	64	75	116	107	79	84	58	101	159	-5,6%	-15,0%

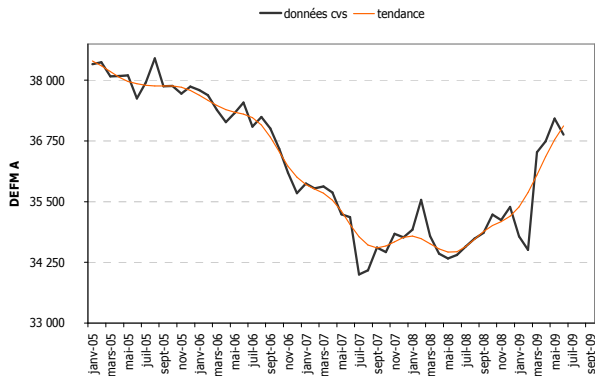
Source : Iedom, données trimestrielles

***Sélection d'indicateurs
macro-économiques***

Conjoncture économique

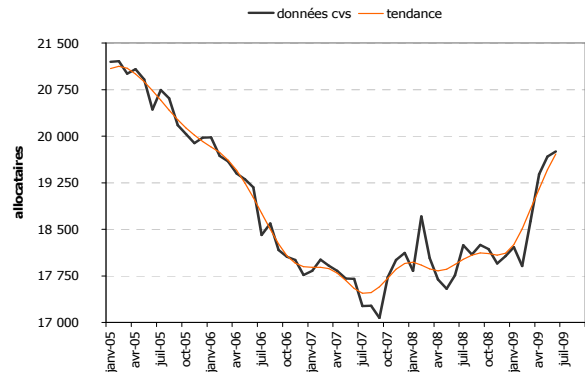
Le marché de l'emploi

Demandeurs d'emploi en fin de mois
(catégorie A)



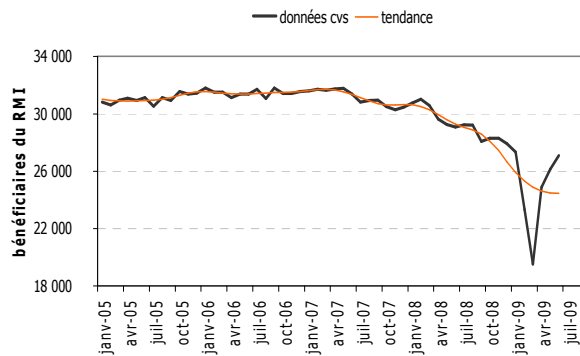
Source : Dtefp, données mensuelles

Nombre d'allocataires des Assedic



Source : Assedic, données trimestrielles

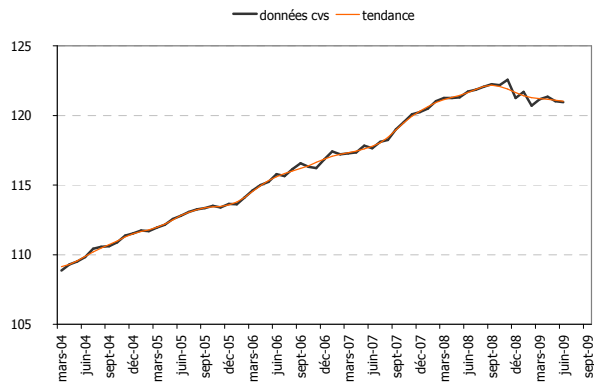
Nombre de bénéficiaires du Rmi



Source : Caf, données mensuelles

L'inflation

Indice des prix à la consommation

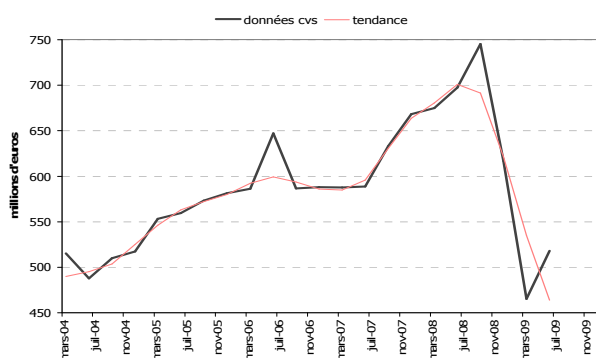


Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

Conjoncture économique

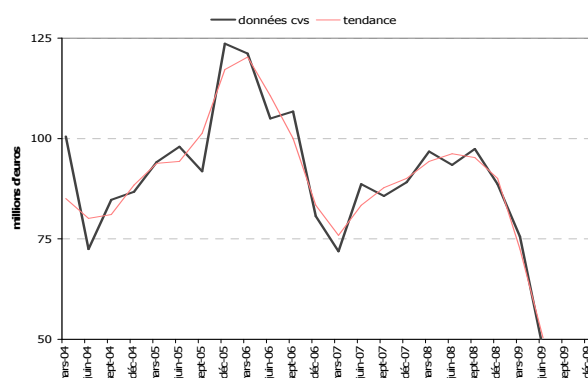
Le commerce extérieur

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Emploi	Années complètes				Trimestres				Jun 2009 / Jun 2008
	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	
Defm A	36 944	36 811	34 455	33 653	36 326	36 750	37 112	36 691	9,0%

Source : Dtefp - données mensuelles

Assedic nombre	Années complètes				Trimestres				Jun 2009 / Jun 2008
	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	
Allocataires	20 035	18 758	17 320	17 369	18 678	19 120	19 403	19 327	11,3%

Source : Assedic - données mensuelles

RMI nombre	Années complètes				Trimestres				Jun 2009 / Jun 2008
	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	
Bénéficiaires	31 085	31 325	31 277	28 991	19 504	24 761	25 883	27 007	-6,8%

Source : Caf - données mensuelles

Prix	Années complètes				Trimestres				Jun 2009 / Jun 2008
	Jun 2005	Jun 2006	Jun 2007	Jun 2008	Mars 2009	Avril 2009	Mai 2009	Jun 2009	
Indice des prix à la consommation (base 100 : 1998)	112,7	115,6	117,4	121,4	121,3	121,0	120,6	120,6	-0,7%

Source : Insee - données mensuelles

Conjoncture économique

Commerce extérieur en millions d'euros												
	2T04	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 2009	2T09 /2T08	Σ 2009 / Σ 2008
Exportations	74,4	98,5	103,8	85,9	90,0	104,4	89,2	72,5	45,8	118,2	-49,1%	-35,3%
Importations	477,4	543,9	625,4	567,7	672,4	743,5	672,7	440,6	499,4	941,0	-25,7%	-28,4%

Source : Douanes- données trimestrielles

Conjoncture économique

Liste des publications

Lettre mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur internet
Rapport annuel : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon - le fascicule	Gratuit sur internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

Les notes de l'Institut

L'activité bancaire dans les DOM en 2003 – les conditions d'exploitation des banques locales – le coût du crédit (<i>novembre 2004</i>)	8 euros TTC
La distribution automobile à la Réunion (<i>décembre 2004</i>)	8 euros TTC
La filière banane à la Martinique (<i>juillet 2005</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004 (<i>décembre 2005</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'immobilier dans les DOM en 2004 (<i>décembre 2005</i>)	8 euros TTC
Les relations entre la Guyane et les pays frontaliers (<i>mai 2006</i>)	8 euros TTC
La grande distribution en Martinique (<i>juillet 2006</i>)	8 euros TTC
L'énergie en Guyane (<i>novembre 2006</i>)	8 euros TTC
L'énergie dans les DOM (<i>janvier 2007</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (<i>janvier 2007</i>)	8 euros TTC
Etude typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (<i>juillet 2007</i>)	8 euros TTC
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (<i>octobre 2007</i>)	8 euros TTC
La gestion des déchets dans les DCOM (<i>novembre 2008</i>)	8 euros TTC
La gestion des déchets à la Guadeloupe (<i>novembre 2008</i>)	8 euros TTC
Le développement économique de Singapour et de l'île Maurice (<i>juillet 2009</i>)	8 euros TTC

Les notes expresses (dernières parutions)

N°43	Le commerce extérieur à Mayotte entre 2002 et 2006 (<i>septembre 2007</i>)	
N°44	Le transport à Mayotte (<i>septembre 2007</i>)	
N°45	Le transport en Guyane (<i>septembre 2007</i>)	
N°46	Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (<i>novembre 2007</i>)	
N°47	Les coopératives agricoles en Guyane (<i>décembre 2007</i>)	
N°48	Le développement du transport urbain et interurbain en Martinique (<i>décembre 2007</i>)	
N°49	Le tourisme à la Réunion (<i>janvier 2008</i>)	
N°50	La gestion des déchets ménagers et assimilés à la Guyane (<i>août 2008</i>)	
N°51	Le financement bancaire des entreprises à la Guyane (<i>août 2008</i>)	
N°52	La gestion des déchets à Mayotte (<i>novembre 2008</i>)	
N°53	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Mayotte (<i>avril 2009</i>)	
N°54	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Réunion (<i>avril 2009</i>)	
N°55	Synthèse de la conjoncture en 2008 en Guyane (<i>avril 2009</i>)	
N°56	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Guadeloupe (<i>avril 2009</i>)	
N°57	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Saint-Pierre-et-Miquelon (<i>avril 2009</i>)	
N°59	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Martinique (<i>avril 2009</i>)	
N°60	Les crédits à l'économie guadeloupéenne: caractéristiques, évolution et gestion du risque (<i>avril 2009</i>)	
N°61	Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 (<i>juin 2009</i>)	

Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

<i>Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (mars 2004)</i>	
<i>Réunion : Une double transition presque réussie (octobre 2004)</i>	
<i>L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)</i>	
<i>Emergence de nouveaux moteurs de croissance - le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (novembre 2005)</i>	Gratuit sur internet
<i>Les entreprises de Martinique (septembre 2007)</i>	

Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	
- Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	8 euros TTC
- Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce (automobile, de gros et de détail).	8 euros TTC
Études disponibles pour les années 1993 à 2004.	

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom
au 05 96 59 44 12**

1, blvd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex
etudes@iedom-martinique.fr

Conjoncture économique

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : www.iedom.fr
Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex
mél : agence@iedom-martinique.fr ☎ (0596) 59.44.00 ☐ (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA
Editeur : Iedom
Imprimeur : Iedom

Achevé d'imprimer le 16 septembre 2009
Dépôt légal : septembre 2009
N° ISSN 0296 – 3116